



Somalia

AFRIQUE DE L'EST ET
CORNE DE L'AFRIQUE

EASTERN AFRICA AND
HORN OF AFRICA

KM² 637 660

10 173 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
na/nd (1996)

Importations européennes
en provenance de...
24 169 230 ECU (1997)

Bananes 49%
Poissons 44%

Exportations européennes
vers...
14 391 250 ECU (1997)

Service de la dette /
exportations
na/nd (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population
3,1% (1995-96)

Taux de scolarisation
primaire
na/nd (1996)
secondaire
na/nd (1996)

Taux d'urbanisation
na/nd (1996)

Située en bordure de l'Océan Indien, à la pointe de la Corne de l'Afrique, la Somalie partage ses frontières avec l'Éthiopie principalement, le Kenya et Djibouti.

L'histoire récente du pays est marquée par la guerre civile depuis 1991, la famine de 1992 et l'opération militaro-humanitaire internationale lancée fin 1992 et visant à la restauration de la paix civile. Début 1995, la poursuite de la guerre civile et le peu de progrès réalisés dans la voie de la réconciliation nationale, ont conduit au retrait des troupes de maintien de la paix de l'ONU.

L'agriculture constitue habituellement la base économique du pays et représente plus de 60% du PNB. L'élevage, activité traditionnelle des populations nomades, représente à lui seul près de 40% du PNB et des revenus d'exportation. L'agriculture commerciale est centrée sur la production et l'exportation de bananes (40% des revenus d'exportation), les autres productions étant limitées au marché local (sucre, sorgho et maïs).

En raison de la situation politique du pays et de la désorganisation totale de la vie institutionnelle, économique et sociale, la Somalie n'a pas encore ratifié la Convention de Lomé IV. De 1991 à 1994, l'assistance européenne s'est presque exclusivement traduite par des aides humanitaires alimentaires et d'urgence (près de 90 millions d'Écus) financées sur le budget de l'Union européenne.

Afin de contribuer à la reconstruction et au relèvement économique du pays, l'Union européenne a mis sur pied un programme de réhabilitation pour la Somalie d'un montant de 38 millions d'Écus. Ce programme, approuvé en 1993, est financé sur les ressources du 6ème FED de Lomé III et s'inscrit dans le contexte de l'Initiative Spéciale pour l'Afrique adoptée par le Conseil des Ministres européens la même année. Son approche est pragmatique et vise à concilier l'exigence de la sécurité dans le choix des zones géographiques prioritaires d'intervention avec la nécessité d'assurer le redémarrage rapide des nombreux secteurs productifs.

Le programme est mis en œuvre principalement par des organisations non-gouvernementales de développement déjà implantées localement et veillant à soutenir des structures locales capables de prendre le relèvement des opérations d'assistance.

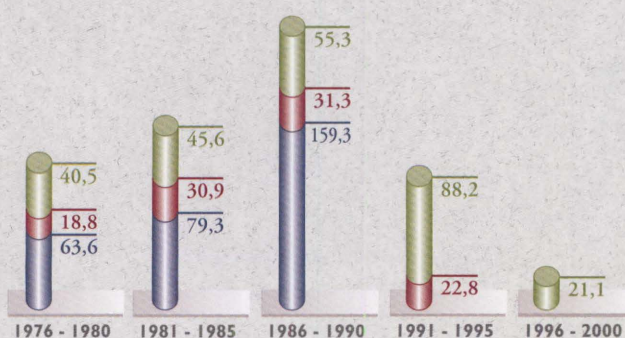
Un second programme de réhabilitation d'un montant de 47 millions d'Écus a été adopté en août 1996, dont le but est de consolider les activités et les structures mises en place dans le cadre du premier programme.

L'instabilité politique persiste et les perspectives de constituer un gouvernement national régulier restent éloignées.

FED + budget

dotations en millions d'Écus
allocations in ECU million

budget
autres fed + bei
others fed + eib
pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)





Somalia



Economic indicators	
GNP per capita	na/nd (1996)
European imports from...	24 169 230 ECU (1997)
Bananas	49%
Fish	44%
European Exports to...	14 391 250 ECU (1997)
Debt service / exports	na/nd (1995)
Social indicators	
Population growth rate	3.1% (1995-96)
Primary schooling rate	na/nd (1996)
Secondary schooling rate	na/nd (1996)
Urbanisation rate	na/nd (1996)

Situated on the Indian Ocean, at the tip of the Horn of Africa, Somalia has a long border with Ethiopia, and frontiers with Kenya and Djibouti.

The country's recent history has been dominated by civil war since 1991, famine in 1992 and the international military humanitarian operation launched at the end of 1992 aimed at restoring peace. In early 1995, the continuation of the civil war and the lack of progress in the search for national reconciliation, prompted the UN to withdraw its peace-keeping forces.

Agriculture traditionally forms the economic base of the country, representing more than 60% of GNP. Livestock farming, the traditional activity of nomad populations, alone represents nearly 40% of GNP and of export revenues. Commercial agriculture is centred on the production and export of bananas (40% of export revenues), other production being limited to local market produce (sugar, sorghum and corn).

Because of the political situation in the country and the total disorder in institutional, economic and social life, Somalia has not yet ratified the fourth Lomé Convention. Between 1991 and 1994, European assistance almost exclusively consisted of food aid and emergency aid (about ECU 90 million) financed out of the European Union's budget.

In order to contribute to the reconstruction and economic rebuilding of the country, an ECU 38 million programme of rehabilitation for Somalia has been set up. This programme, approved in 1993, is funded from 6th EDF resources under Lomé III, in the context of the special initiative for Africa adopted by the European Council of Ministers in the same year. Its pragmatic approach aims to marry security requirements in the zones most in need of help, with the need to give a rapid boost to numerous production sectors.

The programme is being carried out mainly by development NGOs already locally installed and ensures the support of local structures capable of taking over responsibility for aid operations.

A second rehabilitation programme for 47 million ECU, intended to consolidate the activities and structures set up during the first programme, was adopted in August 1996, and its implementation has already started.

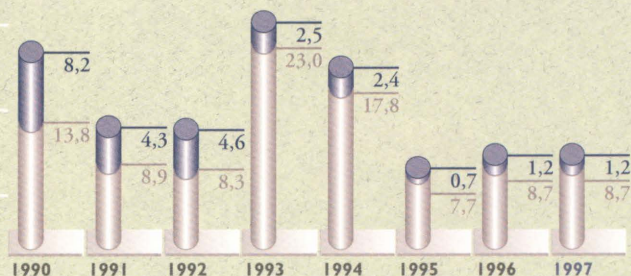
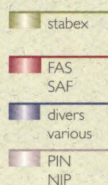
Political instability persists, and the prospects for a duly constituted national government remain uncertain.

FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope

FED
EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument






Sudan

AFRIQUE DE L'EST ET
CORNE DE L'AFRIQUE

EASTERN AFRICA AND
HORN OF AFRICA

KM² 2 505 810

 28 960 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
na/nd (1996)

Importations européennes
en provenance de...

234 361 580 ECU (1997)

Coton 20%

Exportations européennes
vers...

360 119 860 ECU (1997)

Service de la dette /
exportations

na/nd (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population
2,3% (1995-96)

Taux de scolarisation
primaire
49,7% (1996)

secondaire
23% (1996)

Taux d'urbanisation
32% (1996)

Le Soudan est le plus grand pays d'Afrique, avec un climat largement aride ou désertique et une grande diversité culturelle. Le pays a accédé à l'indépendance en 1956, et est victime depuis lors de l'instabilité politique, de la guerre et des conflits civils ainsi que d'une grave régression économique. Le Soudan figure désormais parmi les pays les plus pauvres du monde.

L'aide programmée accordée au Soudan depuis la première Convention de Lomé au titre des Programmes Indicatifs Nationaux (PIN) s'est élevée à plus de 320 millions d'Ecus.

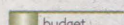
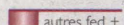
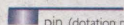
L'aide autre qu'humanitaire prévue au titre de Lomé IV est suspendue depuis 1990, en raison de la situation prévalant dans le pays.

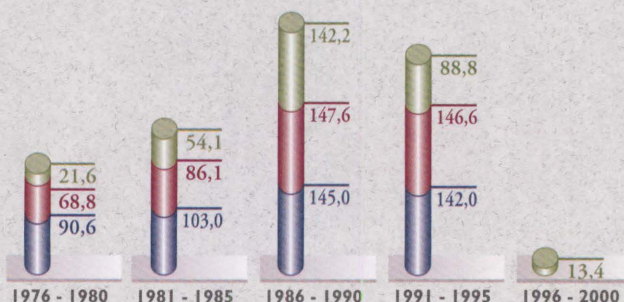
Les circonstances tragiques provoquées tant par le déplacement de populations touchées par la guerre civile dans le sud du pays, que par la sécheresse dans le nord, ont toujours nécessité une aide humanitaire substantielle et constante de l'Union Européenne.

La Commission européenne fut l'acteur d'aide humanitaire le plus large en 1997 au Soudan. Depuis 1994, un total de quelque 83 millions d'Ecus ont été alloués au pays, essentiellement dans le Sud. Par ailleurs, des quantités substantielles de nourriture ont été fournies au Soudan pour un montant avoisinant les 300 millions d'Ecus. S'il l'on prend en considération celle des Etats membre, l'aide d'urgence de l'UE a compté pour 65% de l'aide totale au Soudan.

FED + budget EDF

dotations en millions d'Ecus
allocations in ECU million

 budget
 autres fed + bei
others fed + eib
 pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)





Sudan

S

Economic indicators

GNP per capita
na/nd (1996)

European imports from...
234 361 580 ECU
(1997)

Cotton 20%

European Exports to...
360 119 860 ECU
(1997)

Debt service / exports
na/nd (1995)

Social indicators

Population growth rate
2.3% (1995-96)

Primary schooling rate
49,7% (1996)

Secondary schooling rate
23% (1996)

Urbanisation rate
32% (1996)

Sudan is the largest country in Africa with a largely arid or desert climate and great cultural diversity. The country gained independence in 1956, and has, since then, suffered from political instability, civil war and upheavals, as well as serious economic decline. Sudan is now one of the poorest countries in the world.

Programmed aid allocated to Sudan since the first Lomé Convention, under National Indicative Programmes (NIP), has amounted to more than ECU 320 million.

Assistance other than humanitarian provided for in Lomé IV has been suspended since 1990 due to the situation prevailing in the country.

The tragic circumstances caused by displaced and war-affected populations in Southern Sudan as well as the drought-affected population of the North have always required substantial and continuous humanitarian relief from the European Union.

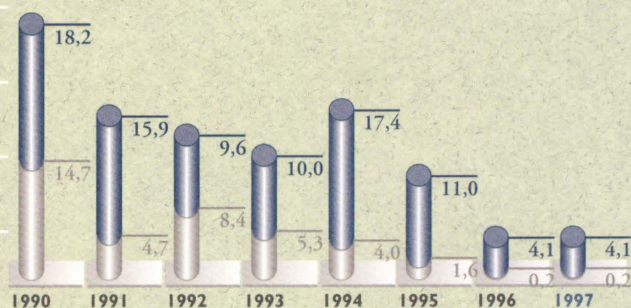
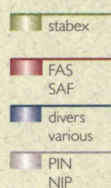
The European Commission was the largest single donor of humanitarian aid to Sudan in 1997. Since 1994 a total of more than ECU 83 million for humanitarian relief has been made available to Sudan, principally in the south. Furthermore substantial quantities of food aid have been supplied amounting to around ECU 300 million. Together with EU Member States, the EU accounted for about 65 % of all humanitarian aid to Sudan in 1997.

FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope

FED
EDF

4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument



Suriname

CARAIBES

CARIBBEAN

KM² 163 270
 463 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
827 ECU (1996)

Importations européennes
 en provenance de...

173 242 540 ECU (1997)

Corindon artificiel **46%**
 Aluminium brut **25%**

Exportations européennes
 vers...

124 441 010 ECU (1997)

Service de la dette /
 exportations

na/nd (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
 de la population

0,2% (1995-96)

Taux de scolarisation
 primaire

127,3% (1996)

secondaire

58,6% (1996)

Taux d'urbanisation

na/nd (1996)

Le Suriname est l'un des deux pays ACP d'Amérique du Sud, situé au nord-est du sous-continent, en bordure de l'Océan Atlantique. Indépendant en 1975, le pays a connu une longue période de régime autoritaire de 1980 à 1987. Le gouvernement actuel, élu démocratiquement, est en place depuis 1991. De nouvelles élections ont eu lieu en 1996.

La politique économique menée dans les années 80 s'est traduite par une monnaie surévaluée, le renforcement des contrôles et réglementations des activités, des déficits budgétaires et l'endettement. Depuis 1992, le gouvernement s'efforce de mettre en œuvre un programme d'ajustement structurel en vue d'éliminer les déséquilibres macro-économiques. De la mi-1994 à 1995, la politique économique a porté quelques fruits. La situation s'est à nouveau aggravée en 1997 après les changements de politique monétaire et économique.

Sous Lomé I à III, l'aide en faveur du Suriname (plus de 60 millions d'Ecus du programme d'aide), était principalement destinée au développement agricole/rural et aux infrastructures.

Cet objectif a été poursuivi sous Lomé IV (27 millions d'Ecus). Les projets portent essentiellement sur la reconstruction de routes de ceinture côtière, ainsi que sur le soutien au renforcement des institutions et à la réalisation de micro-projets. Parmi les autres actions financées sous Lomé IV figurent le tourisme et le développement du Centre de recherche sur le riz; l'étude de l'écosystème de la forêt amazonienne du pays est imputée au budget de la Commission. Des fonds non engagés serviront à l'infrastructure (route d'accès à la Guyane) et aux institutions relatives à l'environnement et à la sylviculture. Une proposition de financement par le Sysmin, de l'ordre de 21,3 millions d'Ecus, est en préparation pour des projets dans les domaines des télécommunications et de l'électricité.

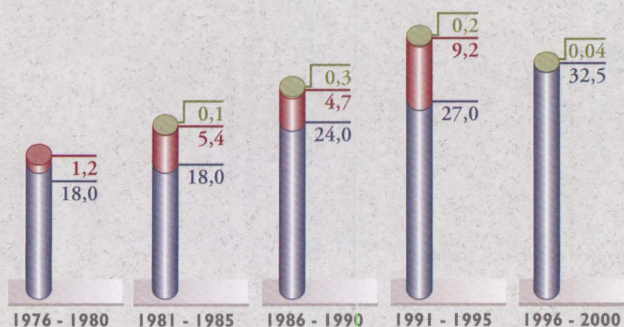
En vue de modifier les conditions du marché, des programmes d'aide pour améliorer la compétitivité des productions de riz et de bananes ont été conjointement financés par le FED et le budget de l'UE. Une subvention de 3,5 millions d'Ecus a été accordée pour l'amélioration du rendement et de la qualité dans le secteur bananier, dans le cadre du système spécial d'assistance aux pays ACP producteurs traditionnels de bananes mis en place en 1994.

Sous Lomé IV bis, l'enveloppe du 8ème FED s'élève à 32,5 millions d'Ecus, avec un premier versement de 22,75 millions d'Ecus. La stratégie d'ensemble vise principalement à l'aménagement de conditions favorables à la croissance économique, en facilitant l'intégration du Suriname au niveau régional et dans l'économie mondiale. Les deux principaux domaines du Programme indicatif national sont l'assistance au secteur productif, en particulier la reconstruction du port et le développement rural à Paramaribo, et au secteur privé. Des programmes relatifs à la lutte anti-drogue, dans le cadre du Plan d'action des Barbades, à la promotion de micro-projets, à la coopération décentralisée ainsi qu'au développement du secteur du tourisme sont susceptibles d'être soutenus.

FED + budget

dotations en millions d'Ecus
 allocations in ECU million

budget
 autres fed + bei
 others fed + eib
 pin (dotation pour 5 ans)
 nip (enveloppe for 5 years)



développement rural/pêche
 rural development/fishing
 autres
 others



Suriname

S

Economic indicators

GNP per capita
827 ECU (1996)

European imports from...
173 242 540 ECU
(1997)

Synthetic corundum
46%

Crude aluminium 25%

European Exports to...
124 441 010 ECU
(1997)

Debt service / exports
na/nd (1995)

Social indicators

Population growth rate
0.2% (1995-96)

Primary schooling rate
127.3% (1996)

Secondary schooling rate
58.6% (1995)

Urbanisation rate
na/nd (1996)

Suriname is one of the two South American ACP countries, situated in the north-east of the sub-continent, bordering the Atlantic Ocean. After independence in 1975, the country experienced a long period under an authoritarian regime between 1980 and 1987. A democratically-elected government was set up in 1991 and new elections were held in 1996.

The economic policy followed in the 1980s produced an over-valued currency, highly controlled and regulated activities, budget deficits and indebtedness. Since 1992, the government has attempted to implement a structural adjustment programme to eliminate macro-economic imbalances. From mid-1994-1995, economic policy showed signs of bearing fruit but the economic situation worsened again in 1997, after a change in monetary and economic policy.

Under Lomé I to III, assistance to Suriname (more than ECU 60 million of programmed aid) was mainly concentrated on agriculture/rural development and infrastructures.

This focus continued under Lomé IV (ECU 27 million - 7th EDF). Projects mainly concern road rehabilitation in the country's coastal belt, as well as support for institutional strengthening and the implementation of a micro-project programme. Other actions financed under Lomé IV involve the financing of a Suriname Tourism Programme, the strengthening of the country's Rice Research Centre, and (from the Commission's budget resources) an assessment of the country's Amazon forest ecosystem. Uncommitted funds will be used for infrastructure (access road to Guyana) and for institutional strengthening related to the environment and forestry. A Sysmin financing proposal to the tune of ECU 21.3 million is under preparation encompassing projects in the fields of telecommunications and electricity supply.

In view of changing market conditions, support programmes to improve competitiveness in the production of rice and bananas have been financed, both on the EDF and on the EU budget. Under the special system of assistance to ACP traditional banana producers introduced in 1994, Suriname's banana sector has benefited from an ECU 3.5 million grant to improve productivity and quality.

Under Lomé IV bis the 8th EDF envelope totals ECU 32.5 million with a first instalment of ECU 22.75 million. The main overall strategic objective is improving the conditions for economic growth through the facilitation of Suriname's integration both in its own region and in the world economy. The two focal areas of the National Indicative Programme are infrastructure supportive to the productive sector, specifically harbour rehabilitation and urban development in Paramaribo, and development of the private sector. Other support may be given to drugs control within the framework of the Barbados Plan of Action, the continuation of the micro-projects programme and decentralised cooperation, and the development of the tourism sector.

FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP
% of the total envelope

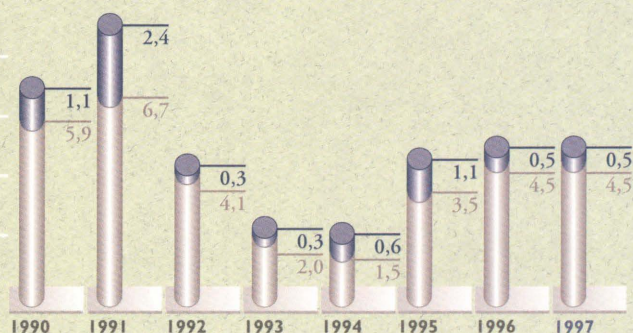
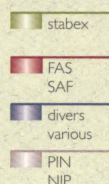
20



FED
EDF

4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





Swaziland

AFRIQUE AUSTRALE

SOUTHERN AFRICA

KM² 17 360
 950 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
 na/nd (1996)

Importations européennes
 en provenance de...
 141 698 280 ECU
 (1997)

Sucres de canne 75%

Exportations européennes
 vers...
 22 186 790 ECU (1997)

Service de la dette /
 exportations
 na/nd (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
 de la population
 2,6% (1995-96)

Taux de scolarisation
 primaire
 108,7% (1996)
 secondaire
 58% (1996)

Taux d'urbanisation
 na/nd (1996)

Indépendant depuis 1968, le Swaziland est un petit pays enclavé et montagneux, bordé par la République sud-africaine et le Mozambique. Membre de l'Union Douanière d'Afrique Australe (SACU) et de la Zone Monétaire Commune (CMA), le Swaziland est traditionnellement dépendant de l'Afrique du Sud pour le commerce et l'emploi.

L'économie du pays repose essentiellement sur les activités agro-forestières caractérisées par un double système de gestion des terres avec, d'une part, un secteur commercial hautement développé sur des terres détenues par des propriétaires non-nationaux et privés, et d'autre part, un petit secteur de semi-substance à faible rendement géré par de petits propriétaires. En raison de son économie ouverte, et de petite taille, le Swaziland est particulièrement vulnérable aux fluctuations des prix des produits de base et des échanges commerciaux avec l'Afrique du Sud, ainsi qu'aux conditions climatiques.

L'aide européenne sous les quatre Conventions de Lomé (84,1 millions d'Ecus d'aide programmable au total), s'est largement concentrée sur le soutien au développement rural, à l'éducation et à la formation professionnelle, aux infrastructures de transport et aux micro-projets reposant sur la participation des communautés de base. Sous Lomé IV, le principal projet à mettre en œuvre dans le cadre du Programme Indicatif National (28,1 millions d'Ecus au total) concerne un projet d'infrastructure de 10 millions d'Ecus. Celui-ci porte sur l'amélioration et la prolongation de 8 Km de la route Matsapha-Manzini, achevée en 1995. D'autres actions du Programme Indicatif National comprennent un appui au renforcement institutionnel, la réhabilitation de barrages de terre, des projets d'adduction d'eau, et le soutien au secteur de l'enseignement en faveur de l'Université du Swaziland et de l'Institut de la Formation Professionnelle. Les secteurs de concentration majeurs du 8ème FED (29 millions d'Ecus) sont le développement rural (70%), le secteur privé (15%), le renforcement institutionnel et la santé.

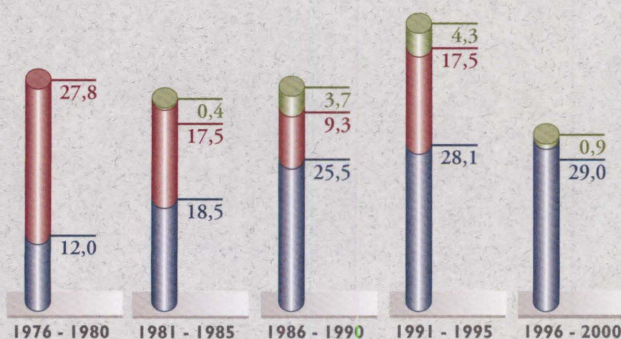
Les Protocoles commerciaux spéciaux de Lomé sur le sucre et la viande bovine peuvent rapporter annuellement au Swaziland respectivement 50 millions d'Ecus et entre 5 à 10 millions d'Ecus, si le pays parvient à remplir ses quotas d'exportation vers le marché européen.

Le Swaziland offre, par ailleurs, un climat stable et favorable aux investissements. Sous Lomé IV, la Banque Européenne d'Investissement intervient par le biais de capitaux à risques en faveur de la Société de Développement Industriel du Swaziland (8,5 millions d'Ecus) et de l'Association de producteurs de Sucre du Swaziland (7,5 millions d'Ecus)

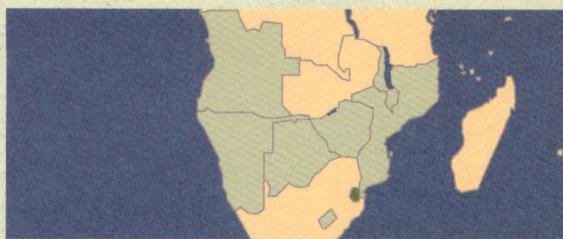
FED + budget

dotations en millions d'Ecus
 allocations in ECU million

budget
 autres fed + bei
 others fed + eib
 pin (dotation pour 5 ans)
 nip (envelope for 5 years)



développement rural/pêche
 rural development/fishing
 transport et communications
 transport and communications
 secteurs sociaux
 social sectors
 autres
 others



Swaziland

S

Economic indicators

GNP per capita
na/nd (1996)

European imports from...
141 698 280 ECU
(1997)

Cane-sugar 75%

European Exports to...
22 186 790 ECU
(1997)

Debt service / exports
na/nd (1996)

Social indicators

Population growth rate
2.6% (1995-96)

Primary schooling rate
108.7% (1996)

Secondary schooling rate
58% (1996)

Urbanisation rate
na/nd (1996)

Independent since 1968, Swaziland is a small landlocked country bordered by the Republic of South Africa and Mozambique. As a member of the Southern Africa Customs Union (SACU) and the Common Monetary Area (CMA), it has traditionally been dependent on South Africa for trade and employment.

The country's economy is largely based on agroforestry activities under a dualistic land tenure system: on the one hand, a highly developed commercial sector based on foreign and privately-owned land and, on the other, a small, semi-subsistence, low production, smallholder sector. As a small open economy, Swaziland is vulnerable to fluctuations in commodity prices, trade flows with South Africa and climatic conditions.

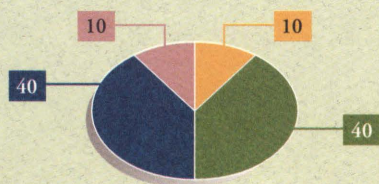
European assistance under the four Lomé Conventions (a total of ECU 84.1 million of programmed aid), has largely concentrated on support for rural development, education and vocational training, transport and community-based microprojects schemes. Under Lomé IV, the largest project to be funded within the ECU 28.1 million National Indicative Programme is an ECU 10 million infrastructure project which upgraded and expanded 8 kilometres of the Matsapha-Manzini highway and was completed in 1995. Other activities include institutional strengthening, rural dam rehabilitation, water supply projects and support to the education sector at the University of Swaziland and the Vocational Training Institute. The main areas of concentration under the 8th EDF (a total of ECU 29 million) are rural development (70%), the private sector (15%), institutional strengthening and health.

The special Lomé Protocols on Sugar and Beef can provide annually ECU 50 million and ECU 5-10 million respectively, depending on the extent to which the country can fulfil its export quotas to the European market.

Swaziland offers a stable and attractive climate for investment. Under Lomé IV, the European Investment Bank is currently providing risk capital to the Swaziland Industrial Development Company (ECU 8.5 million) and to the Swaziland Sugar Association (ECU 7.5 million).

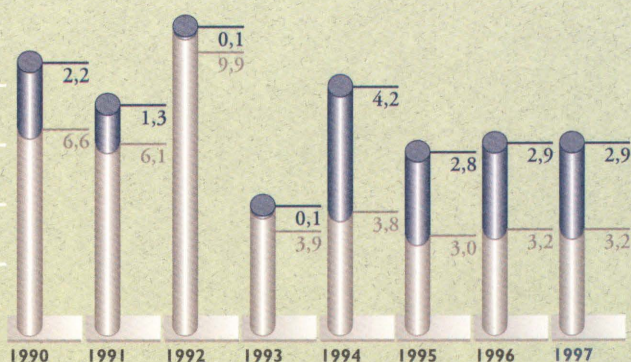
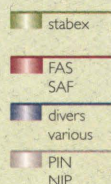
FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope



FED
EDF

4-5-6-7-8
paiement par instrument
payments by instrument






Tanzania

AFRIQUE DE L'EST ET
CORNE DE L'AFRIQUE

EASTERN AFRICA AND
HORN OF AFRICA

KM² 945 090

 30 337 200

Indicateurs économiques

PNB par habitant
102 ECU (1996)

Importations européennes
en provenance de...

242 849 780 ECU (1997)

Café 26%

Exportations européennes
vers...

401 104 350 ECU (1997)

Service de la dette /
exportations

17,4% (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population

2,8% (1995-96)

Taux de scolarisation
primaire

69% (1996)

secondaire

3,9% (1996)

Taux d'urbanisation

25% (1996)

Le Tanganyika a accédé à l'indépendance en 1961 et son union à l'île de Zanzibar (700 000 habitants) a institué la République Unie de Tanzanie en 1964. Après l'échec relatif de la politique africaine socialiste des années 1960 et 1970, un programme de réformes a été lancé en 1986 dans le but d'instaurer une économie de marché. Des progrès ont été faits, malgré les problèmes liés à l'administration fiscale et aux interruptions de l'aide de la part des donateurs.

Les sujets qui posent problème sont en particulier la corruption, l'effet destabilisant de la présence permanente des réfugiés du Rwanda et du Burundi, les tensions politiques à Zanzibar et plus récemment, les dommages causés par les pluies diluviennes dues à «El Niño».

La coopération UE-Tanzanie a été amorcée en 1974. L'assistance sous les trois premières Conventions de Lomé a principalement porté sur le développement rural, les transports, le renforcement des institutions et les infrastructures sociales. Sous la Convention de Lomé IV, l'aide à l'ajustement structurel (103,4 millions d'Ecus alloués pour la période 1992-1994) a été le point-clé du programme de la Communauté en plus du Programme indicatif national (PIN) du 7ème FED qui prévoit un financement à hauteur de 185 millions d'Ecus. Le PIN soutient de projets tels que l'amélioration des réseaux routiers et ferroviaires, aussi bien dans le pays que dans les pays voisins comme le Rwanda et le Burundi, ce dernier étant co-financé avec les fonds du Programme indicatif régional. La protection de l'environnement (notamment le Parc naturel de Serengeti), les télécommunications ainsi que la prévention et la lutte contre le Sida font l'objet d'autres actions. Des programmes spéciaux pour la réhabilitation des zones occupées par les réfugiés à l'ouest de la Tanzanie sont également en cours d'élaboration. L'aide octroyée au secteur agricole provient en grande partie des transferts au titre du Stabex (plus de 50 millions d'Ecus sous Lomé IV) et est principalement destinée à la production de café qui constitue la principale source de devises.

Le budget de l'Union européenne a pourvu au financement de petits projets, non moins significatifs: actions lancées dans différentes régions du pays en cofinancement avec des ONG, plans de recherche et de réhabilitation en matière de conservation/protection de l'environnement et aide alimentaire de près de 12 millions d'Ecus, à la suite de la sécheresse qui a affecté la région en 1992.




Des fonds d'aide d'urgence alloués par ECHO ont servi à la gestion de l'afflux de réfugiés du Rwanda et du Burundi

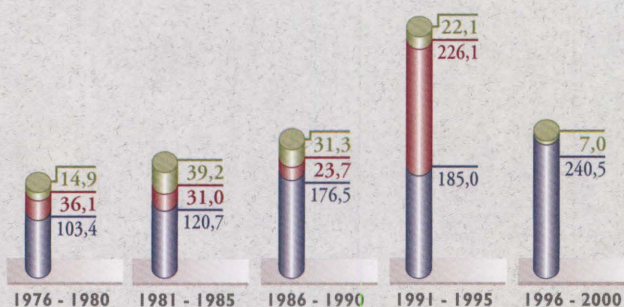
En outre, près de 52 millions d'Ecus ont été accordés par la Banque européenne d'investissement au titre des capitaux à risques, sous la forme de prêts, au bénéfice du secteur privé, de l'infrastructure portuaire et au projet hydroélectrique de Kihansi.

En mars 1997, le PIN du 8ème FED a été signé. Un montant total de 240,5 millions d'Ecus d'aide programmable sera versé en deux tranches, les principaux secteurs cibles étant le transport, la distribution d'eau urbaine et l'éducation. De plus, un soutien aux réformes en matière d'ajustement sera octroyé en complément de subventions sous le Programme d'ajustement structurel. Le 8ème FED sera effectif à partir la seconde moitié de 1998.

FED + budget

dotations en millions d'Ecus
allocations in ECU million

 budget
 autres fed + bei
others fed + eib
 pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



 environnement
environment
 développement rural/pêche
rural development/fishing
 transport et communications
transport and communications
 développement minier et industriel/PME
mine and industry development/SME's
 secteurs sociaux
social sectors
 autres
others



Tanzania



Economic indicators

GNP per capita	102 ECU (1996)
European imports from...	242 849 780 ECU (1997)
Coffee	26%
European Exports to...	401 104 350 ECU (1997)
Debt service / exports	17.4% (1995)

Social indicators

Population growth rate	2.8% (1995-96)
Primary schooling rate	69% (1996)
Secondary schooling rate	3.9% (1996)
Urbanisation rate	25% (1996)

Following the independence of Tanganyika in 1961, the United Republic of Tanzania was established in 1964 through the union of Tanganyika, with the islands of Zanzibar (700,000 inhabitants). After the relative failure of policies of African socialism in the 1960s and 1970s, a programme of economic reforms was launched in 1986, in order to create a more market-oriented economy. Some progress has been made, despite recurring problems with fiscal management and resulting interruptions in donor support.

Particular problems are corruption, the continuing presence and destabilising effects of refugees from Rwanda and Burundi, political tensions in Zanzibar, and, more recently, the damage caused by the exceptionally heavy 'El Niño' rains.

EU-Tanzania cooperation began in 1974. Support under the first three Lomé Conventions has been concentrated mainly on rural development, transport, institutional strengthening and social infrastructures. Under Lomé IV 'structural adjustment' support for Tanzanian macroeconomic reforms (ECU 103.4 million allocated under the Structural Adjustment Facility from 1992 to 1994) became a major element in the Community's programme, in addition to the 7th EDF National Indicative Programme allocation of ECU 185 million for project aid. The NIP includes several transport projects to improve road and rail links, both within the country and to neighbouring countries such as Rwanda and Burundi, the latter co-financed with Regional Indicative Programme resources. Other actions include support for environmental conservation (notably Serengeti Park), telecommunications, and Aids prevention and control. Special rehabilitation programmes for refugee-affected areas in Western Tanzania are also being implemented. Assistance to agriculture comes mostly from Stabex (more than ECU 50 million under Lomé IV) and is focused primarily on the coffee sector which is a major source of foreign exchange earnings.

Smaller, but significant actions, have also been launched from the EU budget: several NGO co-financed projects in various parts of the country, environment conservation/protection, research and rehabilitation projects and almost ECU 12 million of food aid following the regional drought in 1992.

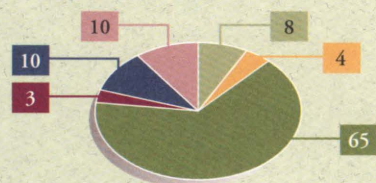
Substantial emergency aid funds have been provided through ECHO to assist in managing the influx of refugees from Rwanda and Burundi since 1994, and also budget funds to rehabilitate infrastructure serving the refugee-affected areas.

More than ECU 52 million has been approved by the European Investment Bank in the form of risk capital for on-lending to the private sector, port infrastructure, and the Kihansi Hydroelectric scheme.

In March 1997, the 8th EDF NIP was signed. A total of ECU 240.5 million of programmable aid is provided for; in two tranches, the main sectors of concentration being transport, urban water supply and education. In addition, support will be provided for adjustment-related reforms, complementing further allocations under the Structural Adjustment Facility. Implementation of the 8th EDF Programme will begin in the second half of 1998.

FED EDF

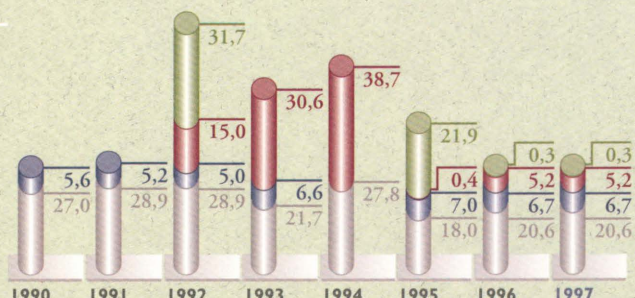
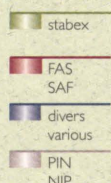
répartition sectorielle du PIN en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP % of the total envelope



FED EDF

4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





Tchad

AFRIQUE SAHELIENNE ET
OCCIDENTALE COTIERE

SAHELIAN AND COSTAL
WESTERN AFRICA

KM² 1 284 000

6 361 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
126 ECU (1996)

Importations européennes
en provenance de...

81 593 740 ECU (1997)

Coton 88%

Exportations européennes
vers...

68 412 840 ECU (1997)

Service de la dette /
exportations

5,8% (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population

2,6% (1995-96)

Taux de scolarisation
primaire

57% (1996)

secondaire

11,7% (1996)

Taux d'urbanisation

23% (1996)

Le Tchad est un pays charnière entre le Sahel et l'Afrique centrale, totalement enclavé dont la population vit surtout en zone rurale. C'est l'un des pays les plus structurellement pauvres du monde mais dont les ressources du sol et surtout du sous-sol sont considérables. Confronté à une multitude de contraintes d'ordres géographique (enclavement), climatique (désertification) et économique (exiguïté du marché national et dominance du secteur du coton), le Tchad dispose toutefois de potentialités sur lesquelles il peut appuyer son développement futur: que ce soit dans l'agriculture ou bien dans les ressources de son sous-sol, notamment ses réserves pétrolières.

Depuis son indépendance en 1960, le Tchad a connu une grande instabilité, politique avec des guerres civiles et des changements multiples de gouvernement. L'évolution récente laisse espérer que le Tchad retrouve la voie de la réconciliation nationale, après la mise en place de nouvelles institutions issues d'élections pluralistes.

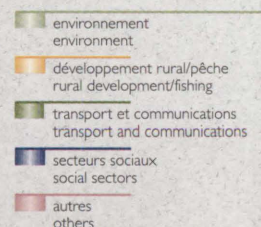
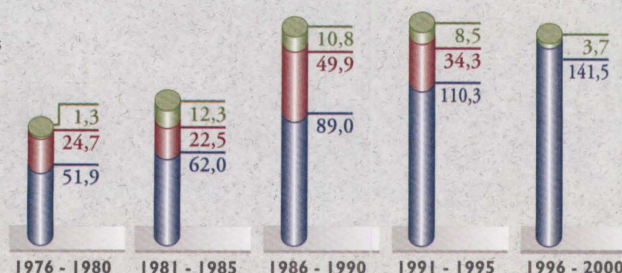
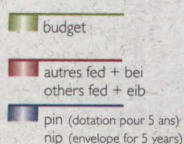
La coopération entre le Tchad et l'Union européenne date du premier FED (1958). L'essentiel de l'aide a été consacré au développement rural et aux infrastructures routières, les autres secteurs d'intervention étant la santé et l'éducation.

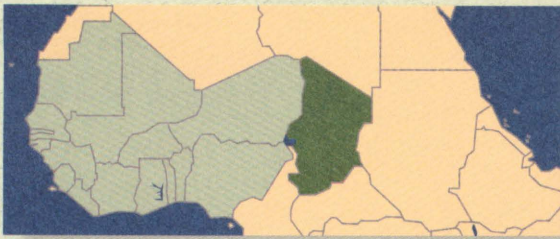
Le Programme Indicatif National (PIN) 8^e FED – 141,5 millions d'Ecus -, signé le 23.10.1998, prévoit comme domaines de concentration l'appui aux politiques sectorielles des transports (50-60%) et de la santé publique, y compris l'accès à l'eau potable en milieu rural (30-40%). Par ailleurs, l'UE compte poursuivre son appui au Programme d'Ajustement Structurel. La BEI pourrait envisager un montant de 10 million d'Ecus pour des concours dans les domaines de l'infrastructure et de l'industrie.

Depuis 1976, 82 actions menées par des ONG ont été financées (près de 9 millions d'Ecus), notamment dans les domaines de la santé, de la production agricole et de l'hydraulique villageoise. L'Union européenne participe aussi au programme de lutte contre le SIDA établi par le Gouvernement tchadien en liaison avec l'Organisation Mondiale de la Santé.

FED + budget

dotations en millions d'Ecus
allocations in ECU million





Tchad **T**

Economic indicators	
GNP per capita	126 ECU (1996)
European imports from...	81 593 740 ECU (1997)
Cotton	88%
European Exports to...	68 412 840 ECU (1997)
Debt service / exports	5.8% (1995)
Social indicators	
Population growth rate	2.6% (1995-96)
Primary schooling rate	57% (1996)
Secondary schooling rate	11,7% (1996)
Urbanisation rate	23% (1996)

Chad is a completely landlocked country between the Sahel and Central Africa with a predominantly rural population. Structurally, it is one of the poorest countries in the world, but with considerable potential in agriculture and oil resources. Confronted with a multitude of constraints which are geographical (land-locked), climatic (desertification) and economic (smallness of the national market, dominance of the cotton sector), Chad nevertheless has potential for development, whether this be agriculture or underground resources, notably oil reserves.

Since independence in 1960, Chad has experienced a period of considerable political instability resulting in civil wars and frequent changes of government. The current situation offers hope that Chad will find its way to national reconciliation and normalisation of the functioning of its institutions.

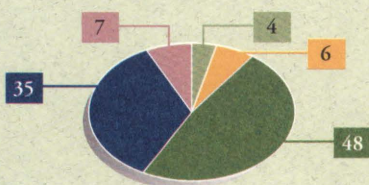
Cooperation between Chad and the European Union dates from the first EDF (1958). The largest part of the aid was dedicated to rural development and road infrastructures, other sectors of intervention being health care and education.

The Eighth EDF National Indicative Programme (NIP), to which ECU 141.5 million has been allocated, was signed on 23 October 1998. The focal sectors identified for support are sectoral transport policies (50-60% of the total) and public health - including access to potable water, and the rural environment (30-40%). In addition, the EU foresees continuing support for the structural adjustment programme. A sum of up to ECU 10 million should be available through the EIB for infrastructure and industrial schemes.

Since 1976, 82 projects led by NGOs have been financed (almost ECU 9 million), notably in the fields of health care, agricultural production and village hydraulics. The European Union also participates in a programme established by the Chad Government and the World Health Organisation against the spread of AIDS.

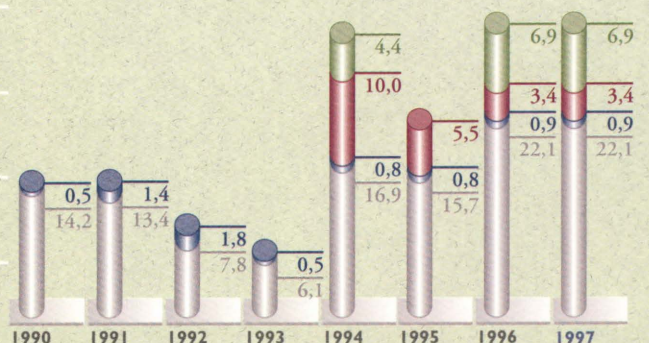
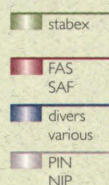
FED EDF

répartition sectorielle du PIN en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP % of the total envelope



FED EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





Togo

AFRIQUE SAHELIENNE ET
OCCIDENTALE COTIERE

SAHELIAN AND COSTAL
WESTERN AFRICA

KM² 56 790
 4 138 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
236 ECU (1996)

Importations européennes
en provenance de...

68 400 780 ECU (1997)

Café 25%

Exportations européennes
vers...

259 732 470 ECU (1997)

Service de la dette /
exportations

5,7% (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population

2,9% (1995-96)

Taux de scolarisation
primaire

110,6% (1996)

secondaire

27,1% (1996)

Taux d'urbanisation

31% (1996)

De climat tropical dans le sud et sahélien dans le nord le Togo se présente comme un étroit couloir avec une façade maritime d'environ 50 km sur le golfe de Guinée et une frontière septentrionale située à plus de 600 km. Les états voisins, plus étendus et peuplés sont le Bénin à l'est, le Ghana à l'ouest et au nord le Burkina Faso, non loin du Niger et du Mali, tous trois pays enclavés du Sahel.

Dès l'indépendance acquise en 1960, le Togo connaît deux décennies de relative stabilité politique favorisée par une conjoncture économique prospère et une croissance largement fondée sur l'investissement public. Cependant, la conjugaison de plusieurs facteurs internes et externes (détérioration des termes de l'échange, sécheresse, augmentation de la charge de la dette, chocs pétroliers), a plongé le pays dans une grave crise économique et financière. Le recours depuis 1983 à une série de plans d'ajustement structurel est apparu alors nécessaire.

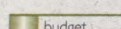
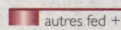
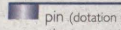
Mis à part le rôle d'économie de transit que peut jouer le Togo par rapport aux pays voisins enclavés, l'économie togolaise repose notamment sur un secteur agricole diversifié (culture vivrières et de rente, surtout du coton), sur les exportations de phosphate et sur le commerce informel avec le Nigéria. Elle se heurte cependant aux problèmes découlant de la taille réduite du pays, d'une pression démographique forte et de la dépendance vis-à-vis de l'aide extérieure.

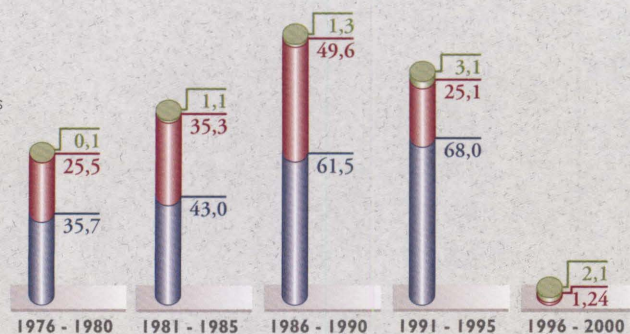
La coopération avec le Togo peut être considérée comme normale jusqu'à 1991, lorsqu'une longue crise politique s'est amorcée à la suite de l'interruption violente du processus de démocratisation. Ce blocage politique, au long d'une période d'extrême violence contre la population, a conduit à un exode massif de celle-ci vers les régions de l'intérieur et les pays frontaliers, à une grève générale de dix mois ainsi qu'à la suspension de la coopération de l'ensemble des partenaires en 1992 (Commission) et 1993 (aide bilatérale de la France et de l'Allemagne), avec le gel des nouveaux programmes, sauf ceux à vocation humanitaire. De ce fait, le PIN Lomé IV n'a connu qu'un faible début d'exécution. Les interventions au titre de l'appui à l'ajustement structurel et celles prévues sur les capitaux à risques gérés par la BEI n'ont pas eu lieu. Les élections législatives de 1994 marquent le début d'un long processus encore inachevé de construction de l'Etat de droit. Au vu des progrès ultérieurs vers la consolidation de l'Etat de droit et le respect des droits de l'homme, ainsi que vers la réconciliation nationale la Commission a décidé de reprendre sa coopération de façon graduelle en mars 1995, avec des financements ciblés sur les secteurs sociaux, sur l'amélioration des conditions de vie des populations et sur l'accompagnement des progrès en faveur de la consolidation de l'Etat de droit.

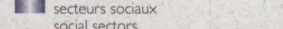
L'année 1998 sera marquée par la tenue des élections présidentielles en juin. Les conditions de déroulement du processus électoral seront décisives pour la stabilité politique future du pays ainsi que pour les relations du Togo avec ses partenaires.

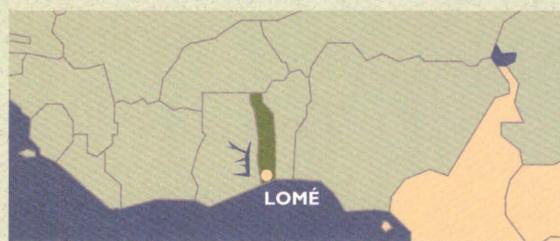
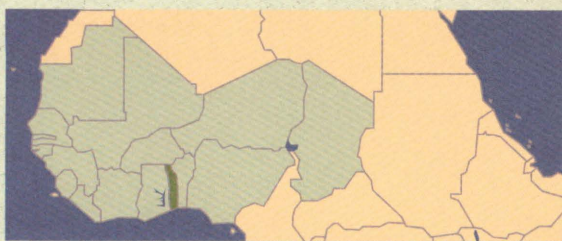
FED EDF + budget

dotations en millions d'Ecus
allocations in ECU million

 budget
 autres fed + bei
others fed + eib
 pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



 développement rural/pêche
rural development/fishing
 transport et communications
transport and communications
 secteurs sociaux
social sectors
 ajustement structurel et appui à la
balance des paiements
structural adjustment and balance
of payments support
 autres
others



Economic indicators	
GNP per capita	236 ECU (1996)
European imports from...	68 400 780 ECU (1997)
Coffee	25%
European Exports to...	259 732 470 ECU (1997)
Debt service / exports	5.7% (1995)
Social indicators	
Population growth rate	2.9% (1995-96)
Primary schooling rate	110.6% (1996)
Secondary schooling rate	27.1% (1996)
Urbanisation rate	31% (1996)

With a tropical climate in the South and a Sahelian climate in the North, Togo takes on the appearance of a narrow corridor with a 50 km stretch facing the Gulf of Guinea and a northern border 600 km away. The larger and more populated neighbouring states are Benin to the East, Ghana to the West and to the North, Burkina Faso. Two other landlocked Sahel countries, Niger and Mali, are close by.

After independence in 1960, Togo experienced two decades of relative political stability aided by a prospering economy and increased growth based on public investment. However, several internal and external factors (deterioration of the exchange rate, drought, an increased debt burden and oil crises) plunged the country into serious economic and financial difficulties. Togo was forced to implement several structural adjustment programmes from 1983 onwards.

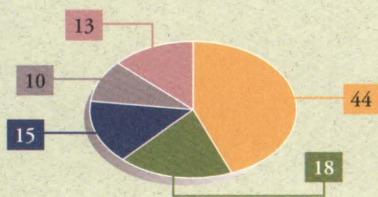
Apart from its transit role for neighbouring countries, the Togolese economy largely depends on a diversified agricultural sector (food production and especially cotton), phosphate exports and its informal economy with Nigeria. However, its size, growing population and external dependency all hamper development.

Cooperation with Togo may be considered as having been normal up to 1991, when a protracted political crisis began following the violent interruption of the democratisation process. This political stalemate, accompanied by a period of extreme measures against the population, led to the massive exodus of the latter to the country's interior and to countries bordering Togo. There was 10-month-long general strike and the donor community suspended cooperation (the European Community in 1992, and bilateral cooperation with France and Germany in 1993). All projects, barring those of a humanitarian nature, were suspended. Because of this, Lomé IV's National Indicative Programme has only just begun to be utilised. Furthermore, projects with structural adjustment financing and EIB risk capital were not undertaken. Legislative elections in 1994 marked the beginning of a long - and yet to be completed - process towards establishing the rule of law. In the light of earlier progress in consolidating the rule of law and respect for human rights, as well as moves towards national reconciliation, the Commission decided in March 1995 to resume cooperation on a gradual basis. This involved targeted support for the social sectors, improvements in people's living conditions and accompanying measures that help consolidate the rule of law.

Presidential elections will take place in June 1998. The way the electoral process is conducted will be decisive for the future political stability of the country, as well as for Togo's relations with its partners.

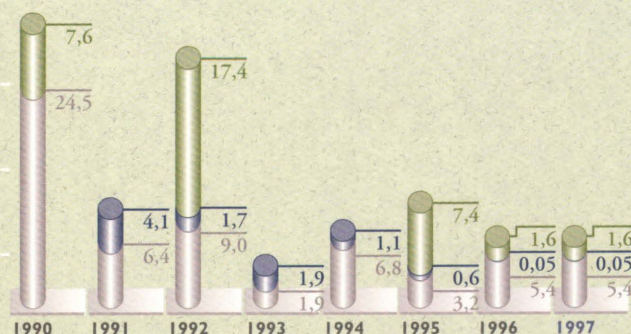
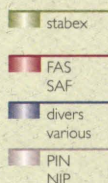
FED EDF

répartition sectorielle du PIN en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP % of the total envelope



FED EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





Tonga

PACIFIQUE

PACIFIC



Indicateurs économiques

PNB par habitant
1 292 ECU (1996)

Importations européennes
en provenance de...

609 890 ECU (1997)

Coprah 48%

Exportations européennes
vers...

7 333 020 ECU (1997)

Service de la dette /
exportations

3,4% (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population

1,9% (1995-96)

Taux de scolarisation
primaire

na/nd (1996)

secondaire

na/nd (1996)

Taux d'urbanisation

na/nd (1996)

Monarchie constitutionnelle établie depuis 1875, Tonga est devenue indépendante en 1970. Le pays est constitué de trois groupes d'îles (Tongatapu, Ha'apai et Vava'u) et ses eaux territoriales sont estimées à plus de 362.000 km².

L'économie est dominée par le secteur agricole. Le déficit lié à l'exportation des produits traditionnels (noix de coco et bananes) a été compensé, ces dernières années, par celle de la courge et de la vanille. Les virements effectués par les nationaux de l'étranger constituent des sources de revenus considérables, ainsi que l'aide extérieure.

L'aide européenne a débuté en 1975 sous la Convention de Lomé I. Les financements octroyés sous Lomé I, II et III (14 millions d'Ecus) étaient principalement orientés vers l'infrastructure portuaire (quais), aux pêcheries (construction de petits bateaux, ports de pêche, commercialisation et installations frigorifiques), et un programme de développement rural intégré dans les îles de Vava'u était destiné à doter la région d'infrastructures de base (routes, éducation, santé, commercialisation et mise en quarantaine, renforcement des institutions). De plus, l'aéroport de Vava'u, Lupepeau a été agrandi.

Tonga a également bénéficié de fonds non-programmables, tels que les transferts issus du Stabex (10 millions d'Ecus pour le coprah et l'huile de coco en particulier) et les aides d'urgence à la suite de cyclones et tremblement de terre.

Sous Lomé IV, la majeure partie des 6 millions d'Ecus du Programme indicatif national (PIN) a été réservée à la région de Vava'u, faisant de l'Union européenne son principal donateur. Un projet urbain de 4,5 millions d'Ecus, approuvé en décembre 1997, permettra d'améliorer les équipements de Neiafu, la capitale de Vava'u, (agrandissement des routes, système d'égouts, approvisionnement en eau, installations sanitaires et aménagement des plages). Un programme pluriannuel de microprojets (0,5 millions d'Ecus) reposant sur la participation des communautés locales financera les infrastructures rurales de base. Les fonds du Second protocole financier de Lomé IV (7 millions d'Ecus) seront également alloués à Vava'u.

Les transferts issus du Stabex sous Lomé IV (2 millions d'Ecus) contribueront à la diversification de l'exportation de produits agricoles.

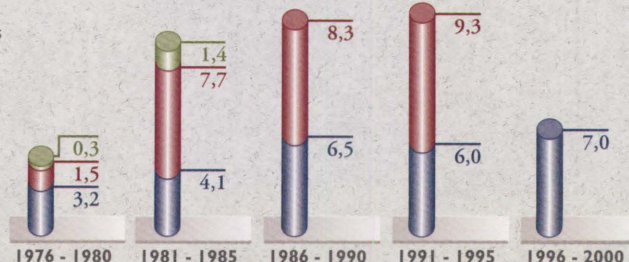
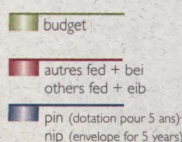
La BEI a engagé ses propres fonds d'un montant de 4,7 millions d'Ecus pour des projets dans le secteur des télécommunications et pour les entreprises privées, ainsi que 1 million d'Ecus au titre de capitaux à risques.

En avril 1997, le PIN du 8ème FED a été signé, assurant le financement à hauteur de 65-70% des secteurs de l'agriculture, de la pêche et du tourisme de Vava'u, le reliquat garanti quant à lui le suivi du Programme de microprojets.

Deux projets du 7ème FED ont été approuvés en décembre – l'un relatif à l'agrandissement de l'aéroport principal Fua'amotu (340.000 Ecus), l'autre à la phase 2 du programme principal du 7ème FED pour le développement de Vava'u cité plus haut.

FED EDF + budget

dotations en millions d'Ecus
allocations in ECU million





Tonga **T**

Economic indicators	
GNP per capita	1 292 ECU (1996)
European imports from...	609 890 ECU (1997)
Copra	48%
European Exports to...	7 333 020 ECU (1997)
Debt service / exports	3.4% (1995)
Social indicators	
Population growth rate	1.9% (1995-96)
Primary schooling rate	na/nd (1996)
Secondary schooling rate	na/nd (1996)
Urbanisation rate	na/nd (1996)

A constitutional monarchy since 1875, Tonga became independent in 1970. The country consists of three main groups of islands (Tongatapu, Ha'apai and Vava'u, with territorial waters estimated at more than 362,000 km². Its population is an estimated 98,000.

The economy is dominated by agriculture. In recent years, exports of squash (pumpkin) and vanilla have compensated for the decline in traditional exports (coconut products and bananas). Remittances from emigrants represent an important source of income, as does external aid.

European assistance began in 1975 under Lomé I. Funds programmed under Lomé I, II and III (ECU 14 million in total) were directed principally towards port infrastructure (wharves), fisheries (construction of small boats, fishery harbours, marketing and cold-storage facilities) and an integrated rural development programme in the Vava'u archipelago aimed at providing the region with basic infrastructure (roads, education, health, marketing and quarantine facilities, strengthening of institutions). In addition, the Lupepeau airport on Vava'u, was upgraded.

Tonga has also received non-programmable funds, such as Stabex transfers (ECU 10 million for copra and coconut oil in particular) and emergency aid, following cyclones and an earthquake.

Under Lomé IV, the bulk of the ECU 6 million National Indicative Programme (7th EDF) was set aside for the Vava'u region, making the European Union the major donor in the island group. An ECU 4.5 million urban project, agreed in December 1997, aims to improve facilities in the town of Neiafu, the capital of Vava'u (road upgrading, drainage, water supply, sanitation, and foreshore development). A multi-annual Microprojects Programme (ECU 500,000) will fund basic rural infrastructure with the involvement of local communities. The Lomé IV Second Financial Protocol funds (ECU 7 million) will also concentrate on Vava'u.

Stabex transfers under Lomé IV (ECU 2 million) will go to agricultural export diversification.

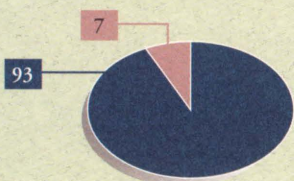
The EIB has so far committed ECU 4.7 million from its own resources for projects in the telecommunications sector and for private enterprises, as well as ECU 1 million from risk capital.

In April 1997 the 8th EDF NIP was signed, providing for 65%-70% of funds to go to supporting the agriculture, fisheries and tourism sectors in Vava'u. The bulk of the remaining funds are earmarked for a follow-up Microprojects Programme.

Two 7th EDF projects were approved in December - a project (ECU 340,000) aimed at upgrading the main airport, Fua'amotu, and the main 7th EDF programme - Phase 2 of the Vava'u Development Programme referred to above.

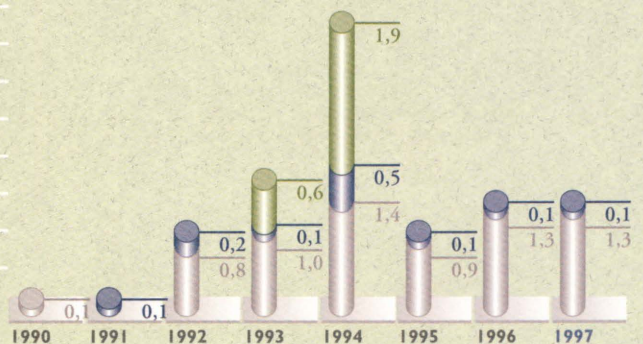
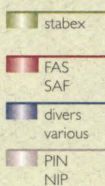
FED EDF

répartition sectorielle du PIN en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP % of the total envelope



FED EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





Trinidad and Tobago

CARAIBES

CARIBBEAN

KM² 5 130
 1 305 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
 3 127 ECU (1996)

Importations européennes
 en provenance de...

435 624 610 ECU (1997)

Alcool éthylique 28%

Alcool acycliques 25%

Exportations européennes
 vers...

419 922 790 ECU (1997)

Service de la dette /
 exportations

14,8% (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
 de la population

0,8% (1995-96)

Taux de scolarisation
 primaire

96,5% (1996)

secondaire

86,7% (1996)

Taux d'urbanisation

72% (1996)

Trinité et Tobago est formé de deux îles à l'extrême sud de la mer des Caraïbes ; sa population, concentrée sur la principale île de Trinité, est caractérisée par une grande diversité culturelle. Le pays est indépendant depuis 1962 et bénéficie d'un régime de démocratie parlementaire.

La production pétrolière, secteur-clé de l'économie, a fait la prospérité du pays dans les années 70 et au début des années 80, mais la baisse des cours mondiaux et celle de la production nationale de ces quinze dernières années ont entraîné la chute des revenus pétroliers et affecté la balance des paiements ainsi que l'équilibre budgétaire. Le gouvernement a dû recourir au FMI en 1988 et adopter un programme de réformes structurelles en 1992.

Sous Lomé I, II et III, Trinité et Tobago s'est vu octroyer une aide programmée de plus de 35 millions d'Ecus pour divers projets dans les secteurs de l'approvisionnement en eau, de l'infrastructure routière, de l'équipement industriel, du développement rural, de la promotion du tourisme et du commerce ainsi que du développement des ressources humaines.

Dans le cadre des fonds programmables disponibles sous Lomé IV, le financement par le Programme indicatif national (PIN) s'élève à 18,1 millions d'Ecus, auxquels s'ajoutent 6,2 millions d'Ecus au titre de la Facilité d'ajustement structurel (FAS). Le nouveau gouvernement élu en 1991 a redéfini les priorités en matière de développement, et les PIN de Lomé III et IV ont été renégociés en 1993, ce qui a permis de relancer des projets. Les PIN révisés portent sur la réhabilitation du réseau routier, l'appui à l'ajustement structurel (en complément aux ressources de la FAS), ainsi que sur le soutien aux programmes relatifs à la formation et l'accès au crédit de jeunes agriculteurs, au développement des petites entreprises et à l'électrification en milieu rural. Tous ces projets ont été adoptés sans délai et sont actuellement en cours.

En mars 1997, le PIN du Second protocole financier de Lomé IV, d'un montant de 21 millions d'Ecus, a été signé. Les programmes et projets à mettre en œuvre seront orientés vers la diversification économique, la création d'emploi, et l'éradication de la pauvreté.

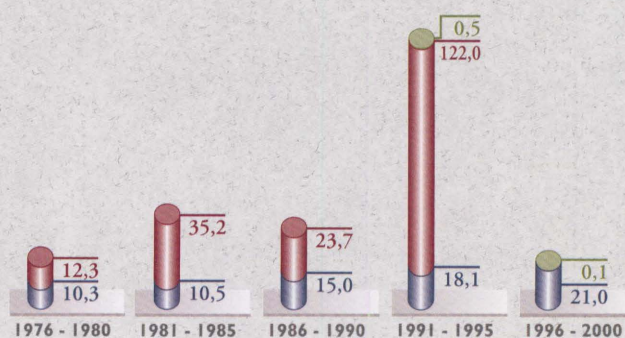
La Banque européenne d'investissement (BEI) a contribué aux financements, de Lomé I à III, pour près de 57 millions d'Ecus, dont 54 millions de fonds propres. Cela a principalement profité au développement des petites entreprises. Sous Lomé IV, la BEI a accordé au total 95,4 millions d'Ecus de prêts sur ses fonds propres, notamment en faveur de la modernisation d'une raffinerie de pétrole, projet considéré comme prioritaire par le pays, au 46,4 millions d'Ecus pour le financement du secteur privé, qui s'ajoutent à plus de 4 millions d'Ecus de capitaux à risques.

Un quota annuel d'exportation de sucre vers le marché européen à prix garanti est assuré par les Protocoles sur le rhum et le sucre de la Convention de Lomé. Pour l'année 1996/97, les bénéficiaires liés l'exportation des 45.000 tonnes de sucre blanc de Trinité et Tobago vers l'UE et des 10.500 tonnes de sucre de canne roux, ont été estimés à 30 millions d'Ecus.

FED + budget

dotations en millions d'Ecus
 allocations in ECU million

budget
 autres fed + bei
 others fed + eib
 pin (dotation pour 5 ans)
 nip (envelope for 5 years)



développement rural/pêche
 rural development/fishing
 transport et communications
 transport and communications
 développement minier et industriel/PME
 mine and industry development/SME's
 ajustement structurel et appui à la
 balance des paiements
 structural adjustment and balance
 of payments support



Trinidad and Tobago

T

Economic indicators

GNP per capita
3 127 ECU (1996)

European imports from...
435 624 610 ECU
(1997)

Ethyl alcohol 28%
Acyclic alcohol 25%

European Exports to...
419 922 790 ECU
(1997)

Debt service / exports
14.8% (1995)

Social indicators

Population growth rate
0.8% (1995-96)

Primary schooling rate
96.5% (1996)

Secondary schooling rate
86.7% (1996)

Urbanisation rate
72% (1996)

Trinidad and Tobago is a twin-island state, to the south of Caribbean Sea, with its population concentrated on the main island of Trinidad and characterised by one of the greatest cultural diversities in the world. The country became independent in 1962 and has a parliamentary democratic regime.

Oil production, the main sector of the economy, brought the country relative prosperity in the 1970s and early 1980s, but falling world prices and national production in the last 15 years have led to a drop in oil earnings and consequent balance of payments and budgetary problems. This situation led the Government to seek support from the IMF in 1988 and to adopt a programme of structural reforms in 1992.

Under Lomé I, II and III, Trinidad and Tobago received a total allocation of more than ECU 35 million of programmed aid for projects in water supply, road infrastructure, industrial equipment, rural development, tourism and trade promotion, as well as in human resource development.

Regarding programmable resources made available under Lomé IV, the National Indicative Programme funds (7th EDF) amounted to ECU 18.1 million. A further ECU 6.2 million was provided under the Structural Adjustment Facility (SAF). Following the election of a new government in December 1991, a redefinition of development priorities took place, and the NIPs under Lomé III and IV were re-negotiated in 1993. This allowed the implementation of projects to recommence. The revised NIPs focused on road rehabilitation, additional support for structural adjustment (in addition to SAF resources) as well as support to three programmes dealing with youth agricultural and training, small business development and rural electrification. All these projects were rapidly adopted and are currently in progress.

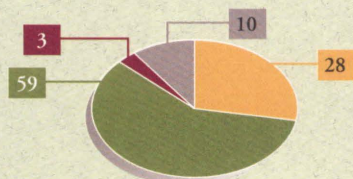
In March 1997, the NIP for the second financial protocol of Lomé IV, amounting to ECU 21 million, was signed. The programmes and projects to be implemented under this framework will concentrate on economic diversification and employment creation, and on poverty alleviation.

The European Investment Bank has contributed a significant level of financing to Trinidad and Tobago, amounting, between Lomé I and Lomé III, to about ECU 57 million, including ECU 54 million from its own resources. This has mainly contributed to small enterprise development. Under Lomé IV, the EIB has already allocated a total of ECU 95.4 million in loans from its own resources to modernise an oil refinery, a project considered by the country to be a high priority, and ECU 46.4 million to financing the industrial sector, in addition to more than ECU 4 million of risk capital.

Trinidad and Tobago also benefits, from the Lomé Convention's Rum and Sugar Protocols; the latter being particularly significant because it provides a yearly export quota to the European market at a guaranteed price. For the year 1996-97, Trinidad and Tobago exported 45,000 tonnes of white sugar to the EU and 10,500 tonnes of raw cane sugar, earning revenue estimated at ECU 30 million.

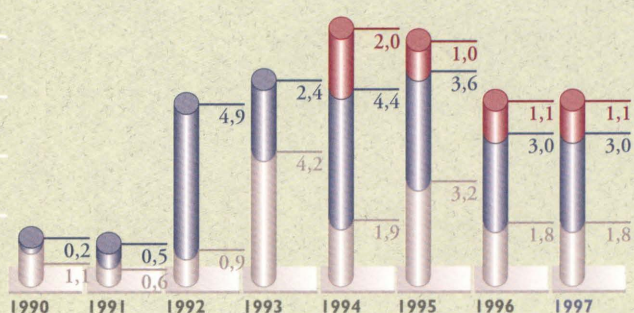
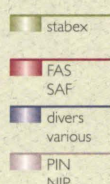
FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope



FED
EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





Tuvalu

PACIFIQUE

PACIFIC

KM²

26



13 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
na/nd (1996)

Importations européennes
en provenance de...

201 710 ECU (1997)

Machines électrique
38%

Exportations européennes
vers...

577 860 ECU (1997)

Service de la dette /
exportations

na/nd (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population
0% (1995-96)

Taux de scolarisation
primaire
na/nd (1996)

secondaire
na/nd (1996)

Taux d'urbanisation
na/nd (1996)

Tuvalu, dénommée autrefois «îles Ellice», est le plus petit Etat ACP membre de la Convention de Lomé, à laquelle il a adhéré après son accession à l'indépendance en 1978. L'archipel est composé de neuf atolls dispersés sur un espace de 1,3 million de Km² dans l'Océan Pacifique. L'essentiel de ses terres émerge à 3,5 mètres au-dessus du niveau de la mer, ce qui l'expose à moyen terme à un sérieux réchauffement climatique.

Les ressources naturelles de Tuvalu sont extrêmement limitées. Ses terres sont peu fertiles et l'étendue de surface cultivable est limitée. Il n'y a pas la moindre trace minérale. Tuvalu dispose d'une Zone économique exclusive étendue, et, par conséquent, de considérables ressources halieutiques qui, depuis les années 1980, ne représentent néanmoins que 6% du PIB.

L'aide programmable (3,6 millions d'Ecus au total), dans le cadre des trois premières Conventions de Lomé, était destinée au développement rural, aux infrastructures sociales et à l'environnement. Les actions de développement rural ont été concrétisées par des programmes de microprojets (construction de hangars de stockage pour le coprah, de citernes et de réservoirs à eau). L'amélioration en matière de fourniture d'électricité à la population de la capitale, Funafuti, constitue le second volet de l'aide européenne. Un programme de protection des côtes est aussi financé par les fonds des PIN, afin de pallier les effets de l'érosion.

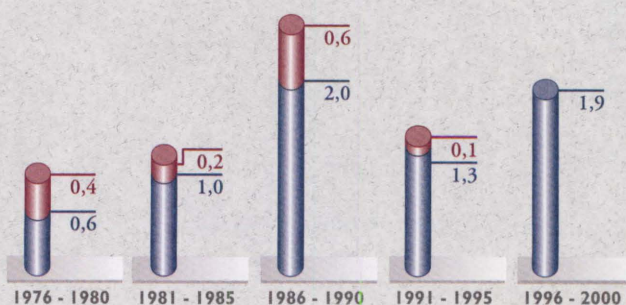
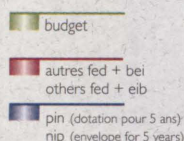
En 1993, la Banque européenne d'investissement (BEI) a financé à hauteur de 500.000 Ecus les prêts aux petites et moyennes entreprises par la Banque de développement de Tuvalu (BDT), au titre de capitaux à risques. Fin 1996, la BDT a épuisé le crédit global.

Dans le cadre de Lomé IV, l'essentiel des ressources du PIN du 7ème FED (1,3 millions d'Ecus) a servi au financement de projets relatifs à l'éducation et à la santé par les fonds issus du programme d'importation de carburant. En outre, un projet de 300.000 Ecus a été approuvé pour restaurer les écoles primaires de Nanumea et Nukufetau, les deux îles les plus reculées.

Depuis 1979, Tuvalu reçoit régulièrement des transferts au titre du Stabex, pour compenser la baisse des recettes d'exportation du coprah.

FED + budget

dotations en millions d'Ecus
allocations in ECU million



ajustement structurel et appui à la
balance des paiements
structural adjustment and balance
of payments support

autres
others



Tuvalu



Economic indicators	
GNP per capita	na/nd (1996)
European imports from...	201 710 ECU (1997)
Turboreactors	38%
European Exports to...	577 860 ECU (1997)
Debt service / exports	na/nd (1995)
Social indicators	
Population growth rate	0% (1995-96)
Primary schooling rate	na/nd (1996)
Secondary schooling rate	na/nd (1996)
Urbanisation rate	na/nd (1996)

Tuvalu, the former Ellice islands, is the smallest ACP Member State of the Lomé Convention, to which it acceded after independence in 1978. The archipelago is composed of nine atolls, spread over 1.3 million km² in the Pacific Ocean. With all its land at less than 3.5 metres above sea level, global warming is a serious medium-term concern.

Tuvalu's natural resources are extremely limited. Its terrain is infertile and only a limited number of crops can be grown. There are no significant mineral deposits. With a huge Exclusive Economic Zone, fishing potential is considerable, though it accounted for only 6% of GDP throughout the 1980s.

Programme aid (ECU 3.6 million in all) focused in the first three Lomé Conventions on rural development, social infrastructure and the environment. Rural development actions took the form of microproject programmes (construction of copra warehouses, water tanks and rainwater receptacles). The second most important aspect of European Union assistance was the improvement of the electricity supply to the population of the capital, Funafuti. A coastal protection programme is also funded through the NIP, which aims to counter the effects of erosion.

In 1993 the EIB approved the provision of ECU 500,000 as risk capital resources for on-lending through the Development Bank of Tuvalu (DBT) to small and medium-sized enterprises. By the end of 1996, the DBT had drawn down the full amount of the loan.

Under Lomé IV, most of the 7th EDF NIP resources (ECU 1.3m) are being used to finance education and health projects through counterpart funds created by a fuel import programme. In addition, an ECU 300,000 project was approved to rehabilitate primary schools on two of the country's outer islands, Nanumea and Nukufetau.

Since 1979 Tuvalu has been a regular beneficiary of Stabex transfers for losses incurred on export earnings for copra.

FED EDF

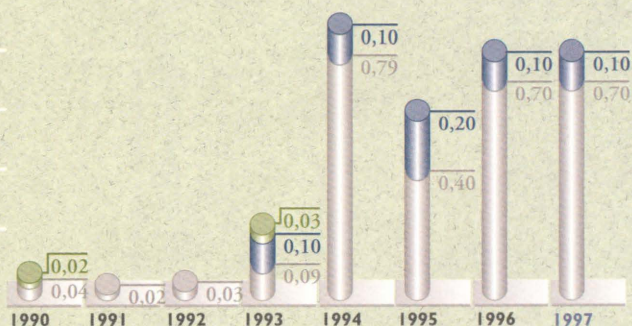
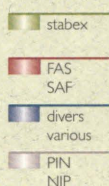
répartition sectorielle du PIN en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP % of the total envelope



FED EDF

4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





Uganda

AFRIQUE DE L'EST ET
CORNE DE L'AFRIQUE
EASTERN AFRICA AND
HORN OF AFRICA

KM² 235 880
20 405 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
228 ECU (1996)

Importations européennes
en provenance de...
357 269 430 ECU (1997)
Café 75%

Exportations européennes
vers...
181 626 930 ECU (1997)

Service de la dette /
exportations
21,3% (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population
2,9% (1995-96)

Taux de scolarisation
primaire
81% (1996)
secondaire
19,5% (1996)

Taux d'urbanisation
13% (1996)

Indépendant depuis 1962, l'Ouganda est un pays enclavé, constitué par un vaste plateau de plus de 1000 m d'altitude. La stabilité politique, rétablie en 1986 après deux décennies de crise et de guerre civile, a permis à l'Ouganda de lancer un grand programme de reconstruction, nécessaire à son futur développement.

Les perspectives de développement de l'Ouganda portent principalement sur le secteur agricole. D'une manière générale, elles sont positives, avec une production vivrière excédentaire et des potentiels de diversification et de transformation. Le pays doit cependant faire face aux contraintes inhérentes à son enclavement, à de graves maladies endémiques telles que le SIDA et la malaria, et à la nécessité de restaurer son secteur privé, son système bancaire, ses infrastructures et ses structures administratives.

Dans le cadre des Conventions successives de Lomé, l'Union européenne a participé activement aux efforts de reconstruction. Le nouveau Programme indicatif national, qui couvre la seconde moitié de Lomé IV (210 millions d'Ecus), concernera les secteurs sociaux, l'agriculture et l'environnement, et l'infrastructure en matière de transport. Un montant de 51 millions d'Ecus a été engagé au titre de l'appui à l'ajustement structurel pour les années 1998/1999. Les fonds proviennent pour l'essentiel d'une ligne budgétaire directe pour les domaines stratégiques en matière de lutte contre la pauvreté (santé, éducation, routes secondaires, approvisionnement en zone rurale, etc.). Les transferts au titre du Stabex de 140 millions d'Ecus ont amorti les pertes de recettes d'exportation du café, du coton, des cuirs et peaux.

Un montant de 4,5 millions d'Ecus a également été alloué pour soutenir le processus de démocratisation. Les nombreux cofinancements avec les ONG (près de 7 millions d'Ecus), sont essentiellement destinés aux actions de développement rural, sanitaires ou sociales telles que la lutte contre le SIDA et l'aide aux personnes handicapées.

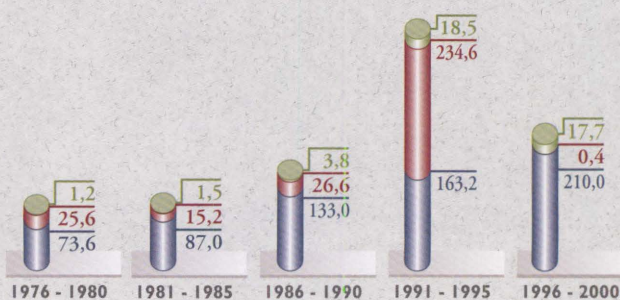
L'Ouganda joue un rôle important au sein de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), du Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique Australe (COMESA), de l'Autorité intergouvernementale sur la sécheresse et pour le développement (IGADD) et de l'Organisation du Bassin de la Kagera (OBK).

En outre, plus de 47 millions d'Ecus de financements par la Banque européenne d'investissement au titre des capitaux à risques, ont été engagés (prêts globaux à la *Development Finance Company of Uganda* et ligne de crédit aux banques commerciales pour le financement des PME du secteur privé; étude de faisabilité et prêts pour une unité d'extraction du cobalt et financement d'une étude pour l'extension de l'oléoduc Mombasa-Nairobi-Eldoret au Kenya jusqu'à Kampala en Ouganda).

FED + budget

dotations en millions d'Ecus
allocations in ECU million

budget
autres fed + bei
others fed + eib
pin (dotation pour 5 ans)
nfp (enveloppe for 5 years)



environnement
environment
développement rural/pêche
rural development/fishing
transport et communications
transport and communications
développement minier et industriel/PME
mine and industry development/SMEs
secteurs sociaux
social sectors
ajustement structurel et appui à la balance des paiements
structural adjustment and balance of payments support
autres
others



Uganda **U**

Economic indicators

GNP per capita	228 ECU (1996)
European imports from...	357 269 430 ECU (1997)
Coffee	75%
European Exports to...	181 626 930 ECU (1997)
Debt service / exports	21.3% (1995)

Social indicators

Population growth rate	2.9% (1995-96)
Primary schooling rate	81% (1996)
Secondary schooling rate	19.5% (1996)
Urbanisation rate	13% (1996)

Independent since 1962, Uganda is a landlocked country which consists largely of a huge plateau at an altitude of over 1000 metres. Political stability, which was re-established in 1986 after two decades of upheavals and civil war, has allowed Uganda to launch a major programme of reconstruction, a prerequisite for future development.

Uganda's development prospects centre mainly on the agricultural sector. The outlook is generally positive, with surplus food production and real possibilities of diversification and transformation. The country must, however, face up to constraints such as the fact that it is landlocked, as well as having serious endemic diseases such as AIDS and malaria, and the need to rebuild its private sector, banking system, infrastructure and administrative structures.

The European Union has supported such reconstruction under successive Lomé Conventions. The new National Indicative Programme for the second half of Lomé IV of ECU 210 million will focus on the social sectors, agriculture and the environment, and transport infrastructure. An amount of ECU 51 million has been committed under the structural adjustment facility for the years 1998-99. Most of the funds will be provided as direct budget support for areas of strategic importance for poverty reduction (health, education, feeder roads, rural water etc.). Stabex transfers amounted to ECU 140 million, triggered by export revenue losses in coffee, cotton, leather and hides.

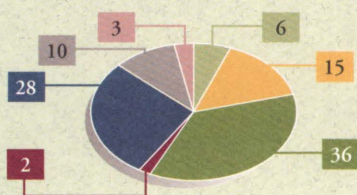
ECU 4.5 million was allocated to support the democratisation process. Numerous NGO projects are being funded (almost ECU 7 million), focusing mainly on rural development, health care and social concerns such as AIDS and the handicapped.

Uganda plays an important role within the Organisation of African Unity (OAU), the Common Market for Eastern and Southern Africa (COMESA), the Inter-Governmental Authority on Drought and for Development (IGADD) and the Kagera Basin Organisation (KBO).

In addition, more than ECU 47 million of European Investment Bank interventions in the form of risk capital have been committed (global loans to the Development Finance Company of Uganda in lines of credit to the commercial banking system for funding small and medium scale private sector enterprises, feasibility study and loans for a cobalt extraction installation; feasibility study for extension of the Mombasa-Nairobi-Eldoret oil pipeline in Kenya - on to Kampala).

FED EDF

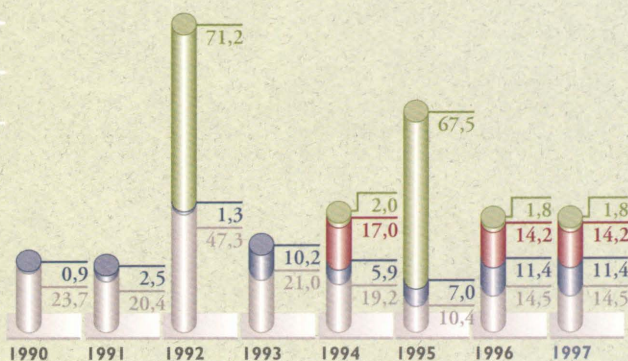
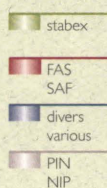
répartition sectorielle du PIN en % de la dotation totale
sectorial breakdown of PIN % of the total envelope



FED EDF

4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





Vanuatu

PACIFIQUE

PACIFIC

KM ²	12 190
	169 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
1 016 ECU (1996)

Importations européennes
en provenance de...

15 153 560 ECU (1997)

Coprah 63%

Exportations européennes
vers...

7 805 990 ECU (1997)

Service de la dette /
exportations

na/nd (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population

2,4% (1995-96)

Taux de scolarisation
primaire

na/nd (1996)

secondaire

na/nd (1996)

Taux d'urbanisation

na/nd (1996)

Devenu indépendant en 1980, après plusieurs décennies de condominium franco-britannique (Nouvelles Hébrides), Vanuatu comprend plus de 70 îles et possède une Zone économique exclusive de plus de 960.000Km². Près de 18% de la population vit dans les deux plus grandes villes, la capitale Port Vila (sur Efate) et Luganville (sur Espiritu Santo). La langue nationale est le Bislamah, l'anglais et le français demeurant les langues du gouvernement et du commerce.

L'économie du pays repose essentiellement sur le secteur primaire avec le coprah, le cacao et la viande bovine comme principales exportations. Les exportations de bois sont actuellement restreintes en raison du volume d'exploitation qui ne saurait être maintenu pour des raisons écologiques.

L'aide de l'Union européenne a débuté dès l'indépendance et s'est concentrée, sous la Convention de Lomé I, sur le développement des zones rurales. Les Programmes indicatifs nationaux (PIN) de Lomé II et III (11,2 millions d'Ecus) ont poursuivi cet objectif. Les principaux programmes financés concernaient des projets de développement de l'exploitation de la noix de coco, la formation dans le secteur de la pêche, la gestion forestière, le soutien aux petits éleveurs, l'accès routier aux zones rurales, et une étude sur les sites archéologiques permettant au pays d'avoir une meilleure connaissance de son patrimoine culturel.

Sous Lomé IV, les ressources du PIN (7,6 millions d'Ecus) renouvellent le soutien au secteur rural. L'accent a été mis sur les infrastructures de base, notamment la réhabilitation des écoles primaires rurales, avec la participation active des communautés locales (9,5 millions d'Ecus). Plusieurs routes d'importance économique et sociale sont en construction dans les zones rurales.

Le financement prévu par le Second protocole financier de Lomé IV (9,5 millions d'Ecus) est destiné au secteur de l'éducation. Un projet de 7,5 millions d'Ecus approuvé en 1997 a contribué aux efforts du gouvernement pour étendre le capacité d'accueil des écoles secondaires par l'agrandissement des salles de classe existantes et par l'aménagement de salles supplémentaires, de dortoirs etc.

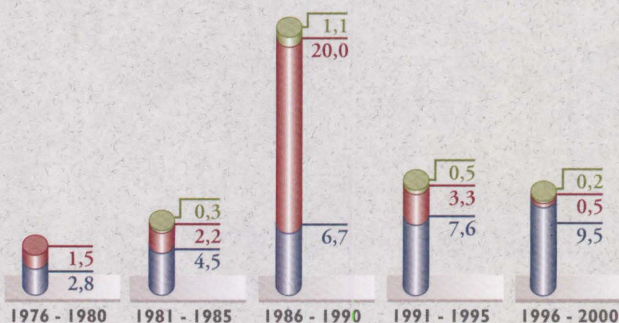
Vanuatu a également reçu d'importants transferts au titre du Stabex pour compenser les pertes des recettes d'exportation des principaux produits de base agricoles (24 millions d'Ecus depuis Lomé I).

La Banque européenne d'investissement (BEI) a financé deux prêts globaux à la Banque de développement de Vanuatu et a affecté plus de 5 millions d'Ecus au titre des capitaux à risques sous les 6ème, 7ème et 8ème FED, dont une partie serait consacrée à la mise à niveau du principal aéroport de Vanuatu (Sauerfield).

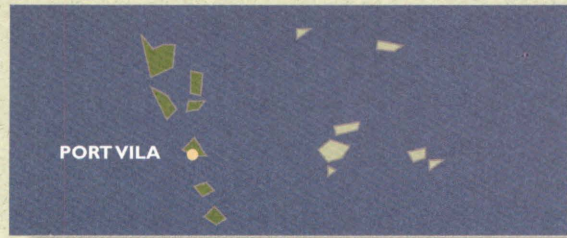
FED + budget

dotations en millions d'Ecus
allocations in ECU million

budget
 autres fed + bei
others fed + eib
 pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



transport et communications
transport and communications
 secteurs sociaux
social sectors
 autres
others



Vanuatu **V**

Economic indicators

GNP per capita	1 016 ECU (1996)
European imports from...	15 153 560 ECU (1997)
Copra	63%
European Exports to...	7 805 990 ECU (1997)
Debt service / exports	na/nd (1995)

Social indicators

Population growth rate	2.4% (1995-96)
Primary schooling rate	na/nd (1996)
Secondary schooling rate	na/nd (1996)
Urbanisation rate	na/nd (1996)

Independent in 1980, after several decades as an Anglo-French condominium (New Hebrides), Vanuatu comprises more than 70 islands and has an Exclusive Economic Zone of 960,000 km². Some 18% of the 170,000-strong population live in the two largest towns, the capital Port Vila (on Efate) and Luganville (on Espiritu Santo). The national language is Bislamah, with English and French as the languages of government and commerce.

Vanuatu's economy relies principally on the primary sector with copra, cocoa and beef as the main agricultural exports. Timber exports are currently restricted because levels were felt to be environmentally unsustainable.

European Union assistance began with independence and concentrated on rural development under Lomé I. The subsequent National Indicative Programmes (NIPs) under Lomé II and III (ECU 11.2 million in total) focused on the same sector: Programmes financed included a coconut development project, training in the fisheries sector; forestry management, livestock smallholder support, rural access roads, and an archaeological site survey that enabled the country to have a fuller knowledge of its traditional heritage.

Under the First Financial Protocol of Lomé IV, resources from the NIP (ECU 7.6 million) continued to support the rural sector: Emphasis was on basic infrastructure, particularly through a rehabilitation programme for rural primary schools which included the active participation of local communities. Several economically and socially important rural roads are also to be built. Technical assistance has been provided to the Ministry of Planning, and to the tourism sector.

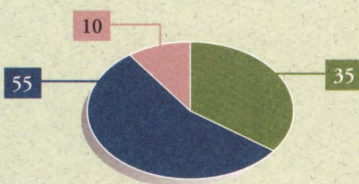
The focus of the Lomé IV Second Financial Protocol funding (ECU 9.5 million) is the education sector. An ECU 7.5 million project approved in 1997 aims to contribute to government efforts to expand junior secondary school possibilities by upgrading existing classrooms and building additional classrooms, dormitories etc.

Vanuatu has received considerable amounts in Stabex transfers for losses of earnings incurred by its main agriculture export commodities (ECU 24 million since Lomé I).

The European Investment Bank financed two global loans to the Development Bank of Vanuatu under Lomé II, and has earmarked up to ECU 5 million of risk capital under the 6th, 7th and 8th EDFs, to assist in the rehabilitation of the country's principal airport (Sauerfield).

FED EDF

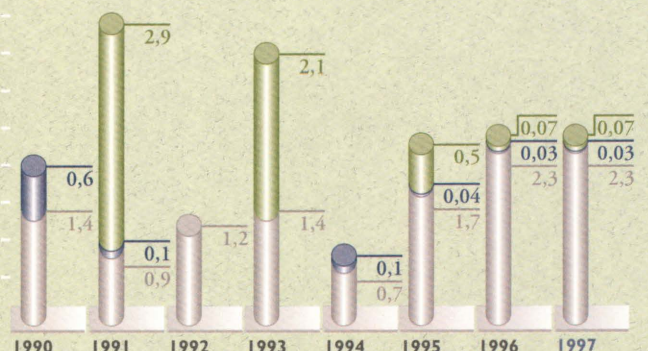
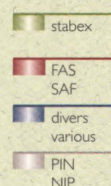
répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP
% of the total envelope



FED EDF

4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





Zambia

AFRIQUE DE L'EST ET
CORNE DE L'AFRIQUE

EASTERN AFRICA AND
HORN OF AFRICA

KM² 752 610

9 381 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
339 ECU (1996)

Importations européennes
en provenance de...
256 516 620 ECU (1997)
Cuivre 33%

Exportations européennes
vers...
141 980 890 ECU (1997)

Service de la dette /
exportations
174,4% (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population
2,3% (1995-96)

Taux de scolarisation
primaire
91,3% (1996)
secondaire
20,7% (1996)

Taux d'urbanisation
43% (1996)

Pays enclavé fortement urbanisé (près de la moitié de la population vit dans les villes), la Zambie est devenue indépendante en 1964. L'économie zambienne est en déclin depuis les années 1970 en raison de la chute des cours mondiaux du cuivre et d'une diminution de sa production – le pays tire encore du cuivre 80% de ses recettes d'exportation –, de difficultés de gestion de l'économie et d'un endettement croissant. Malgré de récents dérapages, le gouvernement élu en 1991 a rapidement entrepris des réformes économiques et politiques qui ont permis de réaliser d'importants progrès dans les domaines de l'ajustement structurel et de la libéralisation de l'économie.

Sous les Conventions de Lomé précédentes, l'aide européenne s'est largement concentré sur l'agriculture et le développement rural.

Le Programme Indicatif National de Lomé IV, de 110,7 millions d'Écus, a axé son aide sur l'amélioration des infrastructures routières, la promotion d'autres exportations que le cuivre et les infrastructures sociales. En plus de ces fonds, 96,5 millions d'Écus au titre de la Facilité d'Ajustement Structurel (FAS), et 60 millions d'Écus provenant du Sysmin ont été alloués, sous Lomé IV, pour soutenir le programme de réformes économiques entrepris par le gouvernement.

La Zambie a également reçu 1,2 million d'Écus pour assister les réfugiés angolais et zairois qu'elle accueille sur son territoire.

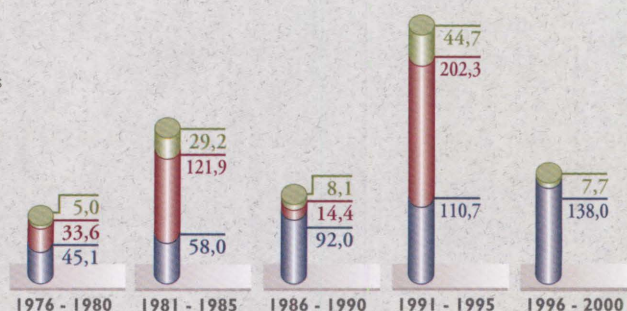
La Zambie a bénéficié d'interventions importantes de la Banque Européenne d'Investissement: 42 millions d'Écus ont été accordés sur ses ressources propres sous Lomé I et II, et près de 24 millions d'Écus au titre des capitaux à risques sous Lomé I, II et III. Sous Lomé IV les interventions au titre des capitaux à risques s'élevaient à 54,5 millions d'Écus et concernent le secteur textile, les produits pharmaceutiques, la production de fleurs, les PME et le pipeline de Tazama.

Plusieurs actions importantes ont aussi été financées sur le budget de l'Union européenne, dont une aide alimentaire de 39 millions d'Écus en réponse à la sécheresse dramatique qui a frappé le pays en 1991-1992, ainsi que, par la suite, celle de 1995.

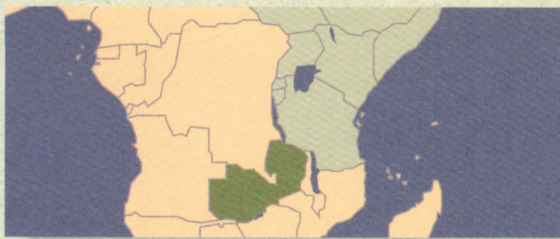
FED + budget

dotations en millions d'Écus
allocations in ECU million

- budget
- autres fed + bei
- pin (dotation pour 5 ans)
- nip (enveloppe for 5 years)



- environnement
environment
- développement rural/pêche
rural development/fishing
- transport et communications
transport and communications
- développement minier et industriel/PME
mine and industry development/SMEs
- secteurs sociaux
social sectors
- ajustement structurel et appui à la
balance des paiements
structural adjustment and balance
of payments support
- autres
others



Zambia **Z**

Economic indicators

GNP per capita	339 ECU (1996)
European imports from...	256 516 620 ECU (1997)
Copper	33%
European Exports to...	141 980 890 ECU (1997)
Debt service / exports	174.4% (1995)

Social indicators

Population growth rate	2.3% (1995-96)
Primary schooling rate	91.3% (1996)
Secondary schooling rate	20.7% (1996)
Urbanisation rate	43% (1996)

Zambia is a landlocked, highly urbanised country (nearly half the population live in towns) which gained independence in 1964. The Zambian economy went into decline in the early 1970s as a result of the slump in copper prices and a fall in copper output - copper still accounting for 80% of Zambia's exports - difficulties in economic management and increasing indebtedness. The new Government elected in 1991 immediately introduced economic and political reforms. Progress has since been made in structural adjustment and liberalisation of the economy, despite recent slippages.

European Union assistance to Zambia under previous Lomé Conventions has concentrated largely on agriculture and rural development.

The Lomé IV National Indicative Programme of ECU 110.7 million has focused on improved road infrastructure, the promotion of non-copper exports and the improvement of social infrastructure. In addition to the funds made available under the National Indicative Programme, ECU 96.5 million from the Structural Adjustment Facility (SAF), and ECU 60 million of Sysmin funds, has been allocated under Lomé IV to assist the Government's economic recovery programme.

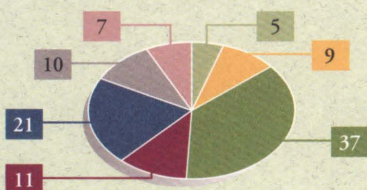
ECU 1.2 million has also been allocated to assist Angolan and Zairian refugees inside Zambia.

In addition, Zambia has benefited from significant European Investment Bank interventions. Almost ECU 42 million was allocated from its own resources under Lomé I and II, and around ECU 30 million in the form of risk capital under Lomé I, II and III. Under Lomé IV, intervention in the form of risk capital totals ECU 54.5 million for the textile sector, fabrication of pharmaceutical products, flower production and the Tazama pipeline.

Several important projects have been financed with EU budget funds, including ECU 39 million of food aid in response to the severe droughts which affected the country in 1991-92 and in 1995.

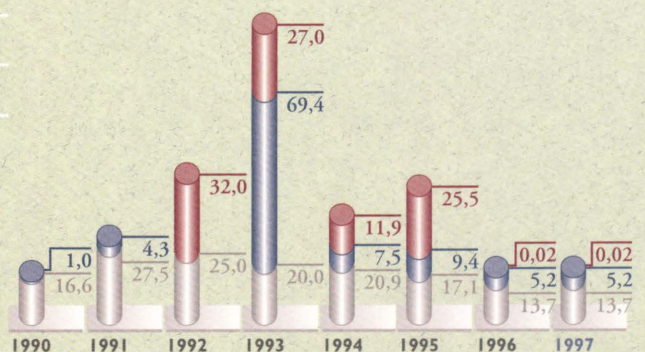
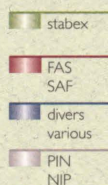
FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope



FED
EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





Zimbabwe

AFRIQUE AUSTRALE

SOUTHERN AFRICA

390 760

11 536 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
488 ECU (1996)

Importations européennes
en provenance de...
824 645 450 ECU (1997)
Tabacs 30%

Exportations européennes
vers...
437 896 250 ECU (1997)

Service de la dette /
exportations
na/nd (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population
1,8% (1995-96)

Taux de scolarisation
primaire 122,6% (1996)
secondaire 46,2% (1996)

Taux d'urbanisation
33% (1996)

Le Zimbabwe a accédé à l'indépendance en 1980. La grande stabilité politique qu'il a connue jusqu'alors a été troublée par de nombreuses grèves provoquées par la baisse des salaires en 1997. Les richesses naturelles du pays en font l'économie la plus diversifiée et la plus industrialisée des Etats ACP d'Afrique australe, à l'exception de l'Afrique du Sud. Le sous-sol recèle plus de 40 métaux et minéraux dont l'or, le nickel, le cuivre et les pierres précieuses. Défavorisé par un climat très aride, le pays traverse régulièrement des périodes de sécheresse, mais en temps normal la production des terres arables est excédentaire.

La coopération entre le Zimbabwe et l'Union européenne (UE) a été officiellement conclue sous la Convention de Lomé II. Le pays avait auparavant bénéficié d'aides humanitaires, financées par le budget européen, pour la réinstallation des réfugiés ou des personnes déplacées victimes de guerre civile. Sous Lomé II et III, les fonds programmés (126 millions d'Ecus) ont permis de poursuivre ces actions et de promouvoir également le développement rural.

Le Programme indicatif national de Lomé IV (91,5 millions d'Ecus) donne la priorité au développement rural, à la santé, à l'éducation et aux actions susceptibles d'engendrer une augmentation des revenus individuels. Le Programme indicatif national de Lomé IV bis (110 millions d'Ecus) signé le 29 novembre 1996, reprend les mêmes objectifs et contribuera pour plus de développement dans le secteur du commerce. Le Programme favorisera par ailleurs l'appui aux institutions et la bonne gouvernance.

Le programme d'ajustement structurel lancé en 1991 a été financé à hauteur de 60 millions d'Ecus sous Lomé IV, dont 36 millions d'Ecus au titre de la Facilité d'ajustement structurel (FAS) et 24 millions d'Ecus provenant du PIN. Une décision relative au versement de la seconde tranche du programme s'élevant à 21 millions d'Ecus était en préparation en décembre 1997.

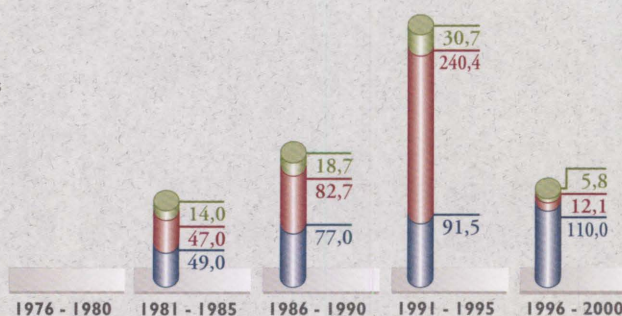
Le Zimbabwe a considérablement bénéficié de l'intervention de la Banque européenne d'investissement. Les premiers prêts octroyés au pays remontent à Lomé II (35 millions d'Ecus sur les fonds propres de la Banque et 3,6 millions d'Ecus au titre des capitaux à risques). Sous Lomé III, quatre autres prêts d'un montant de 70 millions d'Ecus ont été accordés sur les fonds propres. Sous Lomé IV, la BEI a engagé 120 millions d'Ecus sur ses fonds propres et 18,3 millions d'Ecus au titre des capitaux à risques, principalement dans les secteurs de l'électricité, de l'eau, de l'industrie et pour des lignes de crédit aux petites et moyennes entreprises. Récemment la Banque a déjà octroyé 3 millions d'Ecus au titre des capitaux à risques de Lomé IV bis.

Sur le plan commercial, les exportations du Zimbabwe vers l'UE ont affiché un excédent commercial de plus de 392 millions d'Ecus. Dans le cadre du Protocole spécial sur la viande bovine de Lomé IV, le Zimbabwe a exporté vers l'UE 5.796 tonnes de viande bovine.

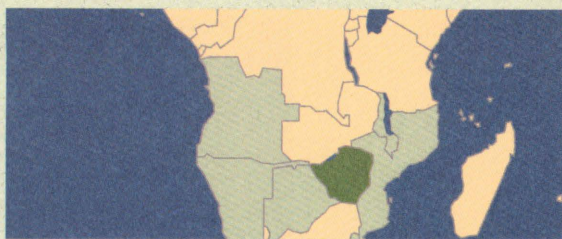
FED EDF + budget

dotations en millions d'Ecus
allocations in ECU million

- budget
- autres fed + bei
others fed + eib
- pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



- environnement
environment
- développement rural/pêche
rural development/fishing
- développement minier et industriel/PME
mine and industry development/SME's
- secteurs sociaux
social sectors
- ajustement structurel et appui à la
balance des paiements
structural adjustment and balance
of payments support



Zimbabwe

Z

Economic indicators

GNP per capita
488 ECU (1996)

European imports from...
824 645 450 ECU
(1997)

Tobacco 30%

European Exports to...
437 896 250 ECU
(1997)

Debt service / exports
na/nd (1995)

Social indicators

Population growth rate
1.8% (1995-96)

Primary schooling rate
122.6% (1996)

Secondary schooling rate
46.2% (1996)

Urbanisation rate
33% (1996)

Since achieving independence in 1980, Zimbabwe had until recently experienced great political stability. However, falling real wages triggered a number of strikes and civil unrest during 1997. Partly due to its natural resources, it has the most diverse and industrialised economy of any Southern African ACP State, with the exception of South Africa. Mining resources include over 40 metals and minerals, such as gold, nickel, copper and gems. The country has a very arid climate and regularly suffers periods of drought, although in normal weather the arable land produces significant surpluses.

Formal cooperation between Zimbabwe and the European Union began under Lomé II. However, the country had already benefited from humanitarian aid under the European budget financing, used for the resettlement of refugees or displaced persons that had been victims of civil war. Under Lomé II and III, the programme funds (ECU 126 million in total) helped implement these actions and also supported rural development.

The first Lomé IV National Indicative Programme (ECU 91.5 million) has given priority to rural development, health, education and actions to generate an increase in individual revenue. The National Indicative Programme for Lomé IV bis (ECU 110 million), signed on 29 November 1996, has the same focal sectors and will also support further development of the trade sector. In addition, the Programme will contribute to institutional strengthening and good governance.

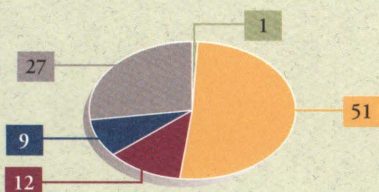
ECU 60 million has been allocated under Lomé IV to support the structural adjustment programme launched in 1991, including ECU 36 million from the Structural Adjustment Facility (SAF) and ECU 24 million from the NIP.A decision to disburse the second tranche of this programme, totalling 21 million ECU, was being prepared in December 1997.

Zimbabwe has been an important beneficiary of European Investment Bank intervention. The first loans given to the country date back to Lomé II (ECU 35 million from the Bank's own resources and ECU 18.3 million in the form of risk capital). Under Lomé III, four further loans amounting to ECU 70 million have been granted from the Bank's own resources. Under Lomé IV, the EIB has committed ECU 120 million from its own resources and ECU 18.3 million in the form of risk capital, essentially in the electricity and water sector, industry and for credit lines to small and medium sized enterprises. Recently the Bank already granted ECU 3 million from risk capital of Lomé IV bis.

In commercial terms, Zimbabwe's exports to the EU during 1997 resulted in a trade balance of more than ECU 392 million. Under the Lomé IV beef protocol, Zimbabwe exported 5,796 tonnes of beef to the EU.

**FED
EDF**

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope


**FED
EDF**
4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument

